

TRIBUNAL CANTONAL

1. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

1.1. Introduction

2002, année d'Expo.02; des élections judiciaires; du début de la réflexion relative à la haute surveillance qu'exercera désormais le Grand Conseil sur la gestion du Tribunal cantonal; de la naissance de la deuxième Commission d'enquête parlementaire qu'a connue notre canton; première année de l'*après Zoug*.

Un mot peut servir de dénominateur commun à ces différents événements qui n'ont à première vue guère de liens entre eux : communication. Si une manifestation comme Expo.02 a trouvé son public, l'a surpris et l'a divertie, c'est assurément parce qu'elle a su venir à sa rencontre et lui parler. Comprendre l'autre dans sa différence, ses craintes, ses espoirs, les contraintes auxquelles il est soumis ne suffit pas toujours pour empêcher un différend de naître; c'est en revanche la condition nécessaire pour que le différend éventuellement surgi puisse être vidé et les esprits apaisés.

La volonté de trouver une solution aux difficultés que la vie en société ne manque pas de créer chaque jour, l'esprit d'ouverture pour y parvenir, ne peuvent pas être systématiquement unilatéraux. Lorsque les efforts pour se montrer compréhensif et conciliant ne sont pas partagés et qu'une partie est seule à toujours faire des concessions, l'autre - ainsi semble être la nature humaine... - ne manque pas, tôt ou tard, d'exploiter son avantage. La première peut peut-être s'en accommoder quelque temps mais développera à terme un sentiment d'infériorité, de préjudice et de frustration. Elle peut aussi choisir de s'enfermer dans un rôle de victime, germe d'une spirale infernale puisque, plus conciliante elle sera, plus dominée elle deviendra. Inéluctablement arrivera le temps de la rébellion : la réaction sera d'autant plus violente qu'elle aura tardé à se produire et qu'elle surprendra l'autre qui s'était si bien habituée à tant de soumission.

Depuis quelques années, les juges neuchâtelois ont la possibilité de participer à une journée annuelle de formation mise sur pied dans le cadre de BEJUNE, qui regroupe les magistrats judiciaires du Jura, du canton de Berne (partie francophone) et de Neuchâtel. Organisée pour la première fois par notre canton, cette journée, qui a réuni à La Chaux-de-Fonds près de 60 juges, greffiers juristes ou collaborateurs scientifiques, a eu pour thème cette année la recherche de l'attitude la plus adéquate face à des justiciables potentiellement dangereux. Comme on peut s'en douter, une recette toute prête n'existe pas. Une solution pour les juges, placés par définition dans une position dominante du fait qu'on attend d'eux qu'ils "rendent justice", consiste sans doute à prévenir chez les intéressés, en les écoutant, en tentant de les comprendre et en s'efforçant de se faire comprendre d'eux, l'éclosion d'un sentiment d'injustice fondamental et si profond que seule une action d'éclat leur paraisse suffisante pour rétablir une estime de soi malmenée.

Notre société exige de plus en plus de ses membres, qui doivent être toujours plus performants, productifs, inventifs tout en restant jeunes, souriants, en bonne santé et de joyeux consommateurs. La réussite – professionnelle, financière, familiale, personnelle – de chacun doit être visible pour tous ! En réalité, les rapports des individus entre eux et avec la société, fondés sur une compétition toujours plus vive et exigeante, se durcissent, engendrant l'intolérance et la violence. La moindre contrariété justifie un éclat, une dispute, un procès, voire un acte de justice propre. Si le risque zéro n'existe pas, comme on se plaît à le dire sans toujours agir en conséquence d'ailleurs, il semble en revanche qu'on soit en bonne voie d'atteindre le niveau de tolérance zéro. Dans ce cas aussi, le remède infaillible pour soigner le mal déclaré fait défaut et il faut une fois encore se tourner vers la prévention.

La Commission d'enquête parlementaire, la réflexion sur la haute surveillance de la gestion du Tribunal cantonal par le Grand Conseil auront atteint leur but si elles parviennent à restaurer un bon niveau de communication et de concertation entre les différentes autorités et à créer des espaces propices à l'échange, dans un climat de confiance et de respect mutuels. La bonne marche des institutions est à ce prix : seuls des rapports fondés sur une relation entre partenaires ont un avenir durable et stable.

A défaut et si l'on perpétue des relations basées sur des rapports de force, nous nous acheminons vers des lendemains difficiles...

1.2. Magistrature judiciaire

La magistrature judiciaire neuchâteloise n'a pas connu de changements dans sa composition en 2002. Tous les magistrats, suppléants y compris, ont été réélus à leur charge lors des élections judiciaires du printemps dernier. Pour différentes causes (maladie, formation ou récusation des titulaires), le Tribunal cantonal a dû recourir à la nomination de magistrats suppléants extraordinaires au cours de l'année 2002.

1.3. Modifications législatives

Parmi les modifications législatives entrées en vigueur durant l'année 2002, il convient de signaler la loi fédérale sur la libre-circulation des avocats (LLCA), du 23 juin 2000. Adoptée dans le cadre des accords bilatéraux entre l'Europe unie et la Suisse, cette loi est entrée en vigueur le 1^{er} juin 2002, en même temps que lesdits accords. Elle unifie sur le plan fédéral les règles applicables à la profession d'avocat ou d'avocate, mais en revanche restreint la liberté des cantons de légiférer en la matière. La profession d'avocat ou d'avocate est désormais régie principalement par le droit fédéral. Rendue nécessaire par la LLCA, une révision totale – et non partielle – de la loi cantonale sur la profession d'avocat, du 26 mars 1986, s'imposait. La loi cantonale sur la profession d'avocat ou d'avocate (LAv), du 19 juin 2002, est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2002. Elle instaure principalement une autorité de surveillance des avocats et avocates, dont les membres – un magistrat de l'ordre judiciaire qui la préside, un avocat inscrit au rôle officiel du barreau neuchâtelois, un représentant de l'administration cantonale – sont nommés par le Conseil d'Etat. Ses décisions sont susceptibles d'un recours auprès d'une cour du Tribunal cantonal (autorité de recours des avocates, des avocats et du notariat).

On peut encore signaler la loi fédérale sur la coopération avec la Cour pénale internationale (LCPI), du 22 juin 2002, qui est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2002.

1.4. Consultations

En 2002, les autorités judiciaires ont été consultées sur différents projets de lois, en particulier sur l'avant-projet de code de procédure pénale suisse et de procédure pénale des mineurs et sur le projet de loi sur la profession d'avocat, devenu la loi sur la profession d'avocat ou d'avocate (LAv), du 19 juin 2002, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2002. Elles se sont également prononcées sur un avant-projet de loi fédérale sur les stérilisations, nouvelle réglementation visant à instaurer la possibilité d'indemniser les personnes victimes de stérilisation forcée. Elles se sont déclarées favorables à un projet de loi portant révision de la loi concernant la perception des droits de mutation sur les transferts immobiliers. La modification envisagée s'inscrit dans le cadre de l'unification de la procédure en matière fiscale, et projette d'englober dans les attributions du Tribunal fiscal le pouvoir de statuer sur les recours concernant les droits de mutation.

1.5. Commission de la magistrature et conférence judiciaire

La Commission de la magistrature s'est réunie à cinq reprises en 2002. Elle a pris connaissance de la position du Département de la justice, de la santé et de la sécurité au sujet du rapport que la

Conférence judiciaire lui avait adressé en novembre 2001, relatif à l'instauration d'une échelle de rémunération unique pour tous les magistrats, à diverses mesures destinées à faciliter la mobilité

entre les différentes fonctions judiciaires et à l'aménagement de postes partiels dans la magistrature judiciaire. Des réponses ont pu être apportées aux questions posées par Madame la cheffe du DJSS, qui mettra sur pied en 2003 un groupe de travail pour traiter ce dossier. Pour la première fois cette année, la Commission de la magistrature s'est chargée d'organiser la journée de formation, qui est mise sur pied chaque année dans le cadre de la formation BEJUNE. En matière de formation continue toujours, la commission a discuté d'un projet de formation en matière de comptabilité à l'intention des juges, qui devrait se concrétiser en 2003. La commission a aussi examiné les questions liées à la sécurité personnelle des magistrats du canton. Elle a transmis sa préoccupation au Conseil d'Etat et attend une prise de position à ce sujet.

La Conférence judiciaire s'est tenue sur les bords du Doubs, aux Brenets, le 25 septembre 2002. Elle a été l'occasion pour les participants, au nombre desquels on comptait Madame la cheffe du DJSS et Monsieur le directeur du Service de la justice, d'entendre une brillante causerie de Monsieur le juge fédéral Raymond Spira, qui avait donné à son exposé un titre un brin provocateur : "A quoi servent les juges ?". On trouvera le texte de cette conférence dans le Recueil de jurisprudence neuchâteloise (RJN) de l'année 2002 (à paraître au printemps 2003).

1.6. Rencontre avec les autorités exécutive et législative

Le 7 février 2002, une délégation de magistrats a rencontré Madame la cheffe du DJSS pour discuter du rapport que la Conférence judiciaire lui avait adressé en novembre 2001 (échelle des traitements, mobilité, postes partiels).

Une délégation du Tribunal cantonal a rencontré à quatre reprises la sous-commission judiciaire de la Commission législative du Grand Conseil durant l'hiver et la première moitié du printemps 2002. Ces rencontres avaient pour but des échanges de vues en relation avec l'art.59 de la nouvelle Constitution et la tâche désormais dévolue au Grand Conseil d'exercer la haute surveillance sur la gestion du Tribunal cantonal. Lors de l'une de ces séances, les membres de la sous-commission et la délégation du Tribunal cantonal ont pu rencontrer des juges de la Cour suprême et des membres de la Commission de justice du canton de Berne et entendre les expériences qui ont déjà été faites dans ce canton, qui connaît un système de surveillance de l'activité judiciaire à deux degrés analogue au nôtre. Une nouvelle séance sur le sujet de la haute surveillance, réunissant cette fois-ci la Commission législative et une délégation du Tribunal cantonal, est prévue pour la mi-février 2003. Il a également été question, lors des rencontres de 2002, des réélections judiciaires et singulièrement de la situation du juge d'instruction économique. On sait les développements qu'a par la suite connus ce dossier particulier au cours de l'année, avec la création pour la deuxième fois dans le canton d'une Commission d'enquête parlementaire décidée le 4 septembre 2002.

1.7. Informatique

Année importante pour l'informatique judiciaire du canton, puisque le mois de septembre a vu un changement de serveur – passant du domaine UNIX au domaine Windows – et l'installation d'une version majeure de l'application JURIS (qui est l'application pour la gestion des dossiers et des procédures). Pour permettre cette mise à niveau, il a fallu également mettre à jour les applications associées (Oracle, Omnis) sur les 151 postes du pouvoir judiciaire, ce qui a occasionné quelques perturbations.

Tous les éléments sont donc présents pour mettre en place la fonctionnalité de recherche "full text" dans la banque de données juridique (FindInfo) et donner ainsi plus de puissance à cet outil. Par manque de ressources disponibles au STI, cet projet a dû être reporté au premier trimestre 2003. De même, quelques difficultés techniques doivent encore être surmontées avant de pouvoir réaliser, à l'intention des juges suppléants et des avocat-stagiaires auprès d'un magistrat judiciaire, un accès limité à la banque de données juridique (sans accès aux données des dossiers et procédures contenues dans Juris).

En 2002, la base de données juridiques s'est enrichie de 217 nouvelles fiches, concernant des arrêts rendus, pour la plupart, durant l'année écoulée par les différentes cours du Tribunal

cantonal. Mise en place en 1995, elle contient actuellement 1866 fiches au total, relatives à la jurisprudence cantonale des huit dernières années.

La conception et une réalisation partielle de la banque de données juridique du Tribunal fiscal ont permis de définir le concept technique de base des banques de données "sectorielles"; ainsi, il est possible d'envisager maintenant l'installation de BDJ d'autres instances judiciaires cantonales, pour autant que les ressources humaines soient trouvées. Une extension de 20 à 50 % du poste de juriste responsable de la gestion de la banque de données juridique permet d'envisager cette réalisation.

Sept nouvelles collaboratrices et apprenties ont bénéficié de cours de formation à Juris, leur permettant ainsi d'acquérir un maximum d'efficacité dans leur travail avec cet outil. D'autre part, les magistrats ont pu apprendre comment effectuer leurs recherches eux-mêmes dans Juris (dossiers en cours, en suspens, suivi de la procédure, etc.), puis à utiliser la banque de données juridiques (FindInfo) et à y effectuer leurs recherches de jurisprudence. Ces cours ont été bien suivis et répondaient à un véritable besoin.

Visant une meilleure qualité des données, un groupe de greffiers s'est chargé du contrôle systématique des nouveaux enregistrements de personnes dans la base de données Juris. Cette opération permet ainsi d'éviter la création d'enregistrements incorrects ou incomplets et d'identifier à la source les enregistrements créés à double, qui passeront alors dans le traitement d'épuration des "doublons". Plus de 35'000 nouveaux enregistrements ont ainsi été contrôlés, corrigés au besoin et les utilisateurs ont été avertis des erreurs commises. Il est réjouissant de constater que cette opération – fastidieuse et rébarbative – semble avoir un effet préventif auprès des utilisateurs et que ceux-ci sont plus attentifs à la qualité de leur saisie, du moins pour la majorité d'entre eux. Nous espérons que l'intégration future de la BDP (base de données personnes cantonale) à Juris permettra d'atteindre un palier supplémentaire dans la qualité des informations enregistrées.

Il est prévu d'ajouter en 2003, sur le site Internet du pouvoir judiciaire, une nouvelle rubrique destinée à accueillir les communiqués des différentes instances judiciaires. Un renvoi à cette rubrique sera aménagé sur la page d'accueil du site cantonal "Medias et information".

1.8. Activité des autorités judiciaires

La lecture des statistiques révèle globalement une relative stabilité du nombre de dossiers enregistrés durant l'année par les différentes instances judiciaires du canton. Il existe néanmoins des variations par secteurs parfois très importantes, dont les causes ne se laissent pas aisément identifier. Ainsi, on constate une sensible réduction des causes de mainlevée d'opposition devant les tribunaux de district mais simultanément un accroissement non moins sensible des réquisitions de faillite. Les causes introduites devant les tribunaux de prud'hommes ont pratiquement doublé à Neuchâtel et très nettement augmenté à La Chaux-de-Fonds, mais sont restées plus ou moins au niveau de l'année 2001 dans les autres districts. En matière pénale, on assiste à une très nette augmentation des affaires renvoyées devant les tribunaux de police du Littoral, à mettre en regard d'une nette baisse dans les Montagnes et d'une stabilité au Val-de-Ruz et au Val-de-Travers. S'agissant des mineurs, l'augmentation est très importante à Neuchâtel, marquée à La Chaux-de-Fonds, alors qu'il y a stabilité ou nette diminution dans les autres districts. Les affaires pour lesquelles un juge d'instruction a été saisi sont en augmentation de plus de 50% et la Cour d'assises a reçu 8 nouveaux dossiers, un chiffre qui, s'il devait continuer à croître, n'irait pas sans poser des problèmes d'organisation au Tribunal cantonal. Enfin, les Autorités régionales de conciliation en matière de bail ont vu s'accroître d'un tiers le nombre des dossiers qui leur étaient soumis. Ces quelques comparaisons montrent à quel point il est difficile d'interpréter les chiffres et encore plus d'esquisser ce que pourraient être à l'avenir les tendances. Un point peut encore être relevé, qui ne ressort pas des statistiques : la tendance à l'accroissement du nombre de décisions par dossier (décisions de mesures provisoires, sur incidents, en matière de preuves etc). A ce propos, on ne peut s'empêcher d'envisager une corrélation entre ce phénomène et le nombre croissant d'avocats pratiquant dans le canton, de la même manière qu'elle existe, qu'on le veuille ou non, entre le nombre de médecins et le taux de consommation d'actes médicaux. A cela s'ajoute sans doute la généralisation des contrats d'assurance dits de protection juridique. Pour le surplus, on renvoie aux rapports particuliers ci-après.

1.9. Personnel

1.9.1. Tribunal cantonal

Mme Monique Houriet, collaboratrice scientifique, sous contrat de droit privé, a été nommée collaboratrice scientifique, dès le 1er janvier 2002.

Mme Edith Walther, collaboratrice administrative rémunérée à l'heure, sous contrat de droit privé, a été nommée collaboratrice administrative à temps partiel (60 %), dès le 1er janvier 2002.

Mme Carmela Bonardo, collaboratrice administrative rémunérée à l'heure, sous contrat de droit privé, a été nommée collaboratrice administrative à temps partiel (50 %), dès le 1er janvier 2002.

1.9.2. Tribunaux de district

1.9.2.1. Neuchâtel

Mme Marlyse Künzi, collaboratrice administrative, a été nommée secrétaire, dès le 1er février 2002.

1.9.3. Ministère public

M. Raphaël Rérat, greffier-substitut des juges d'instruction de La Chaux-de-Fonds, a été nommé secrétaire du procureur général, dès le 1er août 2002.

1.9.4. Juges d'instruction de La Chaux-de-Fonds

Mme Marika Gafner, secrétaire, a été nommée greffière-substitut, dès le 1er août 2002.

1.9.5. Autorités régionales de conciliation

Mme Catherine Brodard, collaboratrice administrative à temps partiel à titre provisoire, a été nommée collaboratrice administrative à temps partiel (50 %), dès le 1er janvier 2002.

Le président du Tribunal cantonal

François Delachaux

2. RAPPORTS PARTICULIERS

2.1. Tribunal administratif

L'année 2002 a été marquée pour le Tribunal administratif par une progression sensible du nombre de dossiers de droit administratif général, où dans pratiquement tous les domaines, les recours enregistrés sont en augmentation, celle-ci étant particulièrement notable dans les secteurs du droit fiscal, du droit des marchés publics et dans la rubrique divers (essentiellement des actions de droit administratif ouvertes contre ou par des collectivités publiques).

Cette hausse n'a malheureusement pas été compensée par la légère baisse des litiges à trancher dans le secteur des assurances sociales. A cela s'ajoute un recul des dossiers liquidés en cours d'année découlant de divers facteurs, notamment l'amplification croissante de la complexité des cas à trancher, liée à l'expansion continue du droit public et administratif et à ses très rapides et fréquentes mutations, l'entrée en fonction, en 2001, d'un nouveau juriste rédacteur et d'un nouveau juge, ainsi qu'une charge en évolution constante des tâches autres que relevant purement de leur juridiction pour les juges administratifs (présidence du Tribunal cantonal jusqu'en septembre 2002, participation à d'autres cours, commissions internes et externes au Tribunal cantonal).

Il n'est pas rare au surplus que les mêmes dossiers nécessitent plusieurs décisions successives (ce qui est notamment systématique dans le domaine des marchés publics, secteur du droit maintenant mieux connu et maîtrisé par les milieux intéressés) que ne prennent pas en compte les statistiques.

Sans être encore inquiétante, la forte augmentation des affaires pendantes au 31 décembre 2002 est préoccupante, ne serait-ce que par les plus longs délais imposés aux justiciables pour obtenir une décision sur recours, souvent après plusieurs mois d'attente déjà d'une décision de première instance qui ne leur a pas donné satisfaction. La froideur des chiffres peut cependant être relativisée par le fait que plus de 140 dossiers pendants ont été ouverts durant les derniers mois de l'année et sont encore en cours d'instruction. Au surplus, l'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 2003, de la loi sur la partie générale du droit des assurances sociales et la procédure d'opposition qu'elle généralise pour tous les litiges à l'exception de ceux relevant de la loi sur la prévoyance professionnelle pourraient avoir pour conséquence, en tous les cas souhaitée, une diminution des recours en ces matières.

Le Tribunal administratif restera toutefois attentif à l'évolution de sa charge tout en relevant pour l'avenir qu'il devient de règle dans la plupart des tribunaux administratifs suisses que chaque juge soit assisté d'un juriste rédacteur au moins, ce qui n'est encore que partiellement le cas à Neuchâtel, où ledit tribunal assume de surcroît le rôle de tribunal des assurances sociales.

Le président du Tribunal administratif

Jean-François Grüner

2.2. Ministère public

2.2.1. Introduction

Pour remédier à la surcharge du Ministère public, un poste de collaborateur(trice) scientifique a été créé, avec effet au 1^{er} avril 2002. Il est pourvu par Mlle Virginie Bâtschmann, licenciée en droit. Sous la supervision des magistrats, la collaboratrice scientifique traite l'essentiel des affaires de circulation routière (accidents, ivresses au volant, etc.), une partie des affaires de stupéfiants et le contentieux en matière d'ordonnances pénales; elle assume aussi d'autres tâches juridiques, selon les besoins et ses disponibilités. Cet engagement a permis de décharger les magistrats, mais aussi le secrétariat (le nombre de magistrats étant insuffisant, le secrétariat devait précédemment assumer certaines tâches de nature juridique, en particulier dans le domaine de la circulation routière).

Le fonctionnement du secrétariat a posé des problèmes en 2001 et au début de l'année 2002. Des changements dans le personnel, notamment l'entrée en fonction d'un nouveau responsable administratif (M. Raphaël Rérat, depuis août 2002), et des mesures de rationalisation ont permis d'améliorer notablement ce fonctionnement, même si la situation reste délicate et si la saturation quette.

2.2.2. Police judiciaire

Selon l'article 94 al. 1 CPPN, le procureur général dirige la police judiciaire. Son rôle ne consiste pas à intervenir dans la gestion quotidienne de la police cantonale (qui est l'affaire de son état-major), ni dans son organisation (qui relève du DJSS), mais plutôt à exercer une surveillance destinée notamment à garantir une activité conforme à la législation. Cette surveillance s'exerce notamment par des directives d'ordre général sur la politique criminelle et des pratiques à appliquer lors des enquêtes de police judiciaire, par des rencontres régulières avec l'état-major de la police cantonale et par des échanges avec des policiers et des tiers sur des questions particulières.

En 2002, le procureur général a remis à la police cantonale des directives sur le traitement des biens séquestrés et, conjointement avec les juges d'instruction, sur l'appel au juge d'instruction de permanence dans les affaires graves et urgentes; il s'agissait notamment d'uniformiser des pratiques. Le procureur général a en outre révisé ses directives concernant les relations entre la police cantonale et les médias dans les affaires judiciaires: la pratique s'était éloignée de l'esprit des directives émises en 1999 sur le même sujet.

Durant l'année écoulée, le Ministère public a adressé 1696 réquisitions à la police cantonale, généralement pour qu'elle procède à des enquêtes préalables ou en complète (1934 réquisitions en 2001). Pour l'essentiel, ces réquisitions ont été traitées de façon satisfaisante et dans des délais très raisonnables. L'engagement de nombreux policiers pour des tâches liées à l'Expo.02 a certes entraîné quelques retards ponctuels, mais sans conséquences véritablement dommageables pour l'activité du Ministère public et le cours de la justice en général.

Il ne paraît pas inutile de préciser que même s'il est arrivé que des divergences de vues apparaissent entre le Ministère public et la police cantonale et que des mises au point soient nécessaires, les problèmes ont toujours pu être réglés par des discussions constructives; la police applique loyalement les directives et décisions du Ministère public.

2.2.3. Transactions

Un nouvel arrêté sur les amendes pouvant donner lieu à transaction, rendu par le procureur général, est entré en vigueur le 1^{er} avril 2002. Il a adapté les tarifs des amendes dans des domaines où l'ancien barème ne paraissait plus adapté à la situation et à des nécessités de politique criminelle; il a aussi ajouté diverses infractions à la liste, pour simplifier le travail des polices et du Ministère public, ainsi que pour permettre aux contrevenants concernés de régler l'affaire sans formalités administratives. On précisera cependant que la police continue à dénoncer au Ministère public les cas particuliers, qui paraissent justifier un traitement plus approfondi, et que les contrevenants peuvent toujours obtenir une procédure ordinaire, simplement en refusant de s'acquitter sur-le-champ de l'amende prévue par le barème.

Le nombre des transactions a logiquement augmenté, passant de 680 en 2001 à 772 en 2002. On peut s'attendre à ce qu'il augmente encore en 2003.

2.2.4. Dessaisissements en faveurs des autorités d'autres cantons ou pays

Le Ministère public se dessaisit régulièrement d'affaires en faveur des autorités d'autres cantons ou pays, spécialement quand celles-ci conduisent déjà une procédure contre le même prévenu ou quand l'infraction a été commise ailleurs que dans notre canton, même si elle a été dénoncée aux autorités neuchâtelaises. Depuis 2001, on observe une augmentation considérable du nombre de cas:

| | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Dessaisissements | 95 | 85 | 123 | 90 | 36 | 348 | 337 |

L'augmentation s'explique en grande partie par le fait que, cette année-là, le procureur général a trouvé un accord informel avec son collègue de Besançon. Selon cet accord, le parquet général de Besançon accepte de reprendre et traiter les cas de ressortissants français domiciliés en Franche-Comté et interpellés dans notre canton - souvent à la douane des Verrières ou du Col-des-Roches - en possession de faibles quantités de drogue. Le parquet de Besançon renseigne régulièrement le Ministère public sur les suites données à ces affaires. L'accord trouvé permet à la fois de décharger les autorités neuchâteloises (environ 500 dossiers à traiter en moins, sur deux ans) et d'assurer aux contrevenants une poursuite plus adaptée à leur situation personnelle et aux circonstances locales.

2.2.5. Décisions de classement et de non-lieu

Le nombre des décisions de classement et de non-lieu rendues par le Ministère public reste relativement élevé:

| | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|-------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Décisions de classement et non-lieu | 1200 | 1391 | 1489 | 1570 | 1192 | 1292 | 1373 |

Dans la plupart des cas, les décisions de ce genre sont rendues en raison de l'insuffisance des charges pesant contre la personne visée par une plainte, une dénonciation ou un rapport. Des motifs de droit sont aussi régulièrement retenus. Le classement par opportunité reste l'exception, précisément parce qu'il a par essence un caractère exceptionnel.

2.2.6. Instructions

Le tableau ci-après montre l'évolution du nombre des instructions ouvertes chaque année et confiées aux juges d'instruction "ordinaires", ainsi qu'au juge d'instruction économique:

| | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|-----------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Instructions ouvertes | 623 | 572 | 565 | 459 | 354 | 387 | 312 | 486 |
| (dont JI économique) | - | - | - | - | - | (42) | (20) | (21) |

La courbe descendante du nombre des instructions, constante ou presque depuis 1997, s'est infléchie. Le Ministère public n'a pas changé sa pratique et s'efforce de ne déférer aux juges d'instruction que les affaires véritablement graves et/ou délicates ou compliquées, au sens de l'art.9 CPPN.

2.2.7. Renvois devant les juridictions de jugement

Le nombre des affaires renvoyées devant les juridictions pénales du canton reste relativement stable (NB: dans le tableau figurant en fin de rapport, les chiffres indiquent le nombre des prévenus renvoyés devant chaque juridiction; le tableau ci-après donne le nombre d'affaires renvoyées, une affaire pouvant concerner deux ou plusieurs prévenus):

| | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Cour d'assises | 4 | 3 | 6 | 2 | 5 | 1 | 8 |
| Tribunal pénal économique | - | - | - | - | 1 | 2 | - |
| Tribunaux correctionnels | 113 | 101 | 108 | 76 | 137 | 84 | 88 |
| Tribunaux de police * | 2003 | 2022 | 1902 | 1579 | 1934 | 2157 | 1604 |
| Autorités tutélaires pénales | 638 | 680 | 677 | 696 | 567 | 712 | 794 |
| Total | 2758 | 2806 | 2693 | 2353 | 2644 | 2956 | 2494 |

* (non compris les affaires d'accidents de la circulation routière, soit 331 en 2002)

Il n'y a eu aucun renvoi devant le Tribunal pénal économique (TPE). Ce résultat n'est pas lié à une quelconque volonté du Ministère public de faire juger par d'autres tribunaux les affaires qui pourraient être déférées au TPE, mais bien au fait qu'aucune instruction clôturée en 2002 ne justifiait un tel renvoi. En déduire que la criminalité économique épargnerait notre canton témoignerait cependant d'un optimisme exagéré.

Environ 600 affaires de moins qu'en 2001 ont été déférées aux tribunaux de police. On peut mettre ce chiffre en parallèle avec l'augmentation du nombre des ordonnances pénales rédigées par les magistrats du Ministère public (environ 500 en plus en 2002 qu'en 2001, voir le chapitre suivant); ces derniers ont eu la possibilité d'assumer cette charge supplémentaire, au bénéfice des tribunaux, du fait de l'engagement d'une collaboratrice scientifique (voir ci-dessus).

2.2.8. Ordonnances pénales

Les ordonnances pénales restent nombreuses. Pour la plus grande partie (environ 90 % des cas, voir le tableau ci-après), les formules d'ordonnance pénale sont préparées par les polices et l'office de perception, essentiellement pour des amendes d'ordre impayées. Dans ces cas, le Ministère public joue au fond le rôle d'organe de transmission.

| | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|--|-------|-------|-------|-------|-----------------|-----------------|
| OP générales (dont rédigées par un magistrat) | 14561 | 13289 | 12790 | 15169 | 16946 (1054) | 16115 (1537) |
| OP accidents de circulation | 1623 | 1612 | 1414 | 1518 | 1212 | 1388 |

Les oppositions restent peu nombreuses, si l'on ne tient pas compte des affaires d'accidents de la circulation (3,2 % en 2002, 2,4 % en 2001, 2,9 % en 2000, 3,3 % en 1999, 3,2 % en 1998 et 1997 et 2,4 % en 1996). Pour les affaires d'accidents, le taux d'opposition était largement plus élevé, du fait des conséquences civiles des décisions pénales rendues dans ce type d'affaires et de la fréquente couverture des frais d'avocat et de justice par des assurances de protection juridique. Cependant, ce taux a fortement baissé ces dernières années (3,9 % en 2002, 5,5 % en 2001, 8,3 % en 2000, 13,4 % en 1999). Le fait que les affaires soient désormais traitées par une collaboratrice scientifique - juriste - a sans aucun doute joué un rôle.

Comme déjà mentionné dans les rapports établis pour les années 1998 à 2001 inclus, on ne voit aucune utilité à la signature par un magistrat, sans possibilité de contrôle concret, de milliers de décisions relatives à des amendes d'ordre ou à d'autres infractions mineures pour lesquelles des tarifs publiés existent (listes des amendes d'ordre et des transactions). Le traitement administratif des documents au Ministère public représente aussi un investissement disproportionné, alors que les mêmes données ont déjà été saisies à la police, respectivement à l'office de perception. En 2001, le Ministère public s'était adressé aux polices concernées, pour faciliter le traitement administratif, et avait présenté des suggestions au DJSS pour un transfert de compétences. Le procureur général n'a pas reçu de réponse concrète à ces demandes et propositions et envisage de s'adresser à nouveau au DJSS au début de l'année 2003, afin de trouver une solution raisonnable à ce problème.

2.2.9. Procédures de recours et autres procédures

Comme chaque année, le Ministère public a été appelé à présenter des observations et préavis dans le cadre de plusieurs centaines de procédures diverses (poursuites en cassation, demandes en révision, demandes d'indemnités pour détention injustifiée, procédures d'exécution de jugements, demandes en grâce, etc.). Il n'a déposé lui-même que très peu de recours contre des décisions judiciaires.

2.2.10. Autres activités

En plus du traitement des affaires pénales, les magistrats du Ministère public sont appelés à siéger dans des commissions et groupes de travail cantonaux (lutte contre la drogue, prévention des abus sexuels, surveillance des hôpitaux psychiatriques, Commission de la magistrature,

cabarets) et à participer à des travaux dans des organisations professionnelles (Conférence suisse des procureurs, Conférences latine et suisse des autorités de poursuite pénale, Conseil de fondation de l'Institut suisse de police, etc.).

Le procureur général

Pierre Cornu

2.3. Autorités régionales de conciliation

2.3.1. Remarques préliminaires

L'instabilité du taux hypothécaire de référence s'est poursuivie en 2002 et atteindra un plancher record depuis l'entrée en vigueur du droit actuel (4% au 1^{er} novembre 2002 et 3 ¾ % le 1^{er} mars 2003).

La révision du droit du bail a abouti en décembre 2002 devant les Chambres fédérales. Le délai référendaire échoit le 3 avril 2003 et le peuple aura à se prononcer sur l'initiative "Pour des loyers loyaux" le 18 mai 2003. Les remarques formulées dans les précédents rapports se confirment.

Une réflexion doit être menée sur le plan cantonal. La révision du droit et l'extension du pouvoir de décision – actuellement limité à la question de l'annulation du congé, de la prolongation du bail et de la consignation du loyer – ont et auront une incidence sur la procédure, le traitement des dossiers et la charge, administrative en particulier, des ARC. L'attention du lecteur a déjà été attirée sur ces éléments au cours des exercices précédents.

2.3.2. Activités des Autorités régionales de conciliation de Neuchâtel et de La Chaux-de-Fonds

| Année | Total des cas à traiter | Nouveaux cas | Cas traités en audience | Total des cas liquidés | Cas pendants en fin d'année |
|-------|-------------------------|--------------|-------------------------|------------------------|-----------------------------|
| 1999 | 1161 | 840 | 765 | 905 | 256 |
| 2000 | 1283 | 1027 | 585 | 771 | 512 |
| 2001 | 1743 | 1246 | 940 | 1171 | 572 |
| 2002 | 2257 | 1661 | 1102 | 1408 | 849 |

Les ARC sont de plus en plus sollicitées. Le nombre de cas traités en audience a presque doublé en trois ans. Force est de constater que ni les mesures prises ni les effectifs ne permettront à terme d'absorber les affaires nouvelles qui, durant la même période, ont augmenté de 61.73%, pour atteindre le chiffre record de 1661 en 2002. Au-delà de l'aspect quantitatif, la nature et la complexité des affaires influencent également les délais de traitement. Les chiffres démontrent par ailleurs que les cas en suspens sont en logique et sensible augmentation. Les affaires ne pourront probablement plus, comme par le passé, être absorbées dans l'année qui suit la saisine des ARC.

Les structures atteignent aujourd'hui un degré de saturation. Des mesures devront ainsi être prises pour que le traitement simple et rapide puisse être garanti à l'avenir.

2.3.3. Données statistiques

Le nombre de nouvelles affaires portées devant les ARC s'est élevé à 1661, dont un quart a porté sur des contestations en matière de loyer (272 demandes de baisse, 188 de hausses), 305 sur des décomptes de frais accessoires, 261 concernant des congés et 105 des consignations de loyer. Le total des cas à traiter durant l'année écoulée s'est élevé à 2257 (1743 en 2001). L'augmentation a été nettement plus sensible dans le Haut (+ 80%) que dans le Bas (+18.7%).

Sur un total de 1408 objets liquidés pour l'ensemble du canton, 1102 ont donné lieu à une audience de conciliation. Pour 86.3%, la conciliation a abouti, alors que l'échec a été constaté dans 10.8% des cas. Une décision a été rendue dans 2.9% des cas. 52 des 119 cas non conciliés, de même que 12 décisions (sur 32) ont été portées devant les autorités judiciaires. Environ un quart des affaires ont été réglées hors audience.

Au 31 décembre 2002, 849 cas demeurent en suspens, soit 649 pour l'ARC de Neuchâtel et 200 pour celle de La Chaux-de-Fonds.

Pour les données chiffrées et détaillées par autorité et par type de litige, le lecteur voudra bien consulter le tableau annexé.

La présidente des ARC

Isabelle Bieri

2.4. Tribunal fiscal

Pour son second exercice, le Tribunal fiscal a enregistré 36 recours (contre 169 en 2001, y compris 116 anciens dossiers repris du Département des Finances et des Affaires sociales [DFAS], soit 53 affaires réellement nouvelles). Les enregistrements sont répartis de manière plus ou moins égale sur la période considérée. La plupart concernent l'ancien droit (notamment taxation intermédiaire en 2000), mais les mémoires les plus récents portent sur la taxation 2001.

Ce nombre, très inférieur aux prévisions, peut s'expliquer par le fait que de nombreux contribuables n'étaient pas taxés au 1^{er} décembre 2002, ainsi que par un éventuel retard du Service des contributions à rendre les décisions sur réclamation susceptibles d'être déferées au Tribunal fiscal. Nous ne disposons pas d'informations à ce sujet.

Sous réserve de cinq dossiers qui devraient être jugés au cours des premières semaines de 2003, le Tribunal fiscal a traité tous les cas transmis par le DFAS au 1^{er} janvier 2001. Quelques-uns sont suspendus par ordonnance, dans l'attente d'une décision d'une autre instance, ou pour d'autres motifs.

Au cours de l'année 2002, le Tribunal fiscal a rendu 41 décisions (contre 125 en 2001, y compris celles rendues par le suppléant extraordinaire Blaise Junod, et 29 par le Tribunal dans sa composition actuelle). Les domaines touchés ressortent de la statistique annuelle (voir ch. 3.5). Les recours contre les taxations d'office ont diminué, tout comme les taxations intermédiaires. Le thème le plus fréquent est constitué par les déductions, surtout des frais professionnels. Les recours plus récents recouvrent une large palette et sont rangés sous "autres". Ils ne présentent pas un niveau de difficulté accru, contrairement aux derniers enregistrés en 2001.

Le Tribunal fiscal a tenu 21 audiences dont trois visions locales. Le même recourant a fait défaut à deux occasions, mais désigné un mandataire pour la seconde audience. Une audience a dû être tenue en l'absence des représentants du Service intimé en raison d'un retard du courrier interne dans un dossier urgent. Les audiences ont été consacrées à la recherche d'informations qui ne figuraient pas au dossier, ainsi que, dans plusieurs cas, à expliquer la situation de droit au recourant. Il a parfois renoncé à poursuivre la procédure ensuite.

Les dossiers ont été traités dans leur ordre d'arrivée, sauf lorsqu'un traitement plus rapide ou groupé s'impose.

Sept jugements du Tribunal fiscal ont été déférés au Tribunal administratif en 2002, trois par le Service intimé et quatre par les recourants.

Dans la mesure où le Tribunal fiscal n'a pas eu à traiter autant de dossiers qu'envisagé, sa présidente a fonctionné en tant que juge suppléant le président du Tribunal de district du Locle, lui-même particulièrement chargé. Cette suppléance se prolongera durant les premiers mois de 2003, en raison d'un arrêt de travail pour cause de maladie du titulaire. Le temps à disposition a été également mis à profit pour élaborer une banque de données s'appuyant sur l'outil informatique dont dispose le pouvoir judiciaire. En outre, Mme C. Schuler, greffière juriste, a fourni une aide au Tribunal de district de La Chaux-de-Fonds.

La présidente du Tribunal fiscal

Isabelle Althaus-Houriet

2.5. Autorité tutélaire du district de La Chaux-de-Fonds

Observée depuis quelques années, une évolution inquiétante s'est amplifiée à La Chaux-de-Fonds durant l'exercice écoulé : les différents services d'aide ont tendance à réduire une partie de leurs prestations et à renvoyer à l'Autorité tutélaire les personnes à la recherche d'un appui. Pro Infirmis, Pro Senectute, les Services sociaux n'acceptent plus de mandats tutélaires alors que le Centre social protestant notamment renvoie une partie de ceux qui le sollicitent à demander une curatelle volontaire. Le mandat tutélaire en devient banalisé. Mais surtout, l'Autorité tutélaire n'a pas de réponse à fournir à ce nouveau phénomène : le réservoir des tuteurs privés est épuisé et le délai d'attente pour un tuteur professionnel est actuellement de six mois environ en moyenne.

C'est là un constat et il faudra bien trouver des solutions. Cela devient d'autant plus urgent que la situation économique-sociale d'un nombre toujours croissant de citoyens se péjore dramatiquement.

Il n'est pas inutile, dans le cadre de ce bref article, de mentionner une intéressante comparaison de moyens avec l'Autorité tutélaire de Zurich, dont les membres ont été reçus pour une journée de travail à La Chaux-de-Fonds à leur demande en automne 2002 : à population égale (mais à nombre de dossier ouverts plus élevés à La Chaux-de-Fonds), l'Autorité tutélaire de Zurich dispose, tous postes confondus, de plus de quatre fois davantage de moyens en personnel que l'Autorité tutélaire de La Chaux-de-Fonds !

Le président de l'Autorité tutélaire du
district de La Chaux-de-Fonds

Alain Ribaux

2.6. Commission de libération

2.6.1. Composition de la commission

Depuis le 1^{er} septembre 2002, la commission est présidée par M. Nicolas Marthe, président du Tribunal du district de Neuchâtel et comprend, comme membres, le médecin cantonal, le chef du service de l'exécution des peines, un membre de l'Ordre des avocats et un assistant social. Tous ces membres disposent d'un suppléant.

2.6.2. Fonctionnement

Le secrétariat de la commission est assuré par le secrétariat du département.

2.6.3. Eléments statistiques

Les cas soumis à la compétence de la Commission de libération sont les suivants :

| | 2000 | 2001 | 2002 |
|---|------|------|------|
| Délinquants anormaux (mesures art.43 CPS) : | | | |
| - hospitalisés ou internés | 23 | 24 | 26 |
| - libérés à l'essai | 4 | 6 | 5 |
| Délinquants d'habitude (mesures art.42 CPS) : | | | |
| - en détention | 1 | 1 | 1 |
| - en liberté conditionnelle | 1 | - | 1 |
| - délai d'épreuve fini depuis moins de 5 ans | - | 1 | - |
| Condamnés à des peines de plus de 5 ans : | | | |
| - en détention | 15 | 14 | 14 |
| - en liberté conditionnelle | 7 | 4 | 3 |
| - délai d'épreuve fini depuis moins de 5 ans | 9 | 9 | 9 |
| - en fuite après évasion | 7 | 8 | 8 |

2.6.4. Activité de la Commission de libération

Durant l'année, la Commission de libération s'est réunie à 11 reprises et a procédé, par deux fois, à des auditions. Elle a rendu 88 décisions (95 en 2001), soit surtout des décisions sur des demandes de congés et sur le maintien ou non de mesures au sens de l'art.43 CPS.

Le président de la Commission de libération

Nicolas Marthe

3. STATISTIQUES POUR 2002

3.1. Tribunal cantonal

(Les chiffres entre parenthèses concernent l'année précédente)

Cour plénière

| | | | | | | |
|---|--|--|--|--|----|-----|
| enquêtes disciplinaires pendantes au 31 décembre 2001 | | | | | 2 | (-) |
| enquêtes enregistrées en 2002 | | | | | 1 | (2) |
| enquêtes liquidées | | | | | 2 | (-) |
| enquêtes pendantes au 31 décembre 2002 | | | | | 1 | (2) |
| autres décisions | | | | | 13 | (7) |

Autorité de surveillance des avocats (jusqu'au 31 mai 2002)

| | | | | | | |
|--|--|--|--|--|-----|------|
| enquêtes disciplinaires pendantes au 31 décembre 2001 | | | | | 3 | (5) |
| enquêtes disciplinaires enregistrées en 2002 | | | | | 4* | (3) |
| enquêtes liquidées | | | | | 7 | (5) |
| enquêtes pendantes au 31 décembre 2002 | | | | | - | (3) |
| contestations d'honoraires d'avocats pendantes au 31 décembre 2001 | | | | | 6 | (5) |
| contestations d'honoraires d'avocats enregistrées en 2002 | | | | | 10* | (18) |
| affaires liquidées | | | | | 16 | (17) |
| contestations pendantes au 31 décembre 2002 | | | | | - | (6) |
| autres décisions enregistrées en 2002 | | | | | -* | (-) |
| autres décisions liquidées en 2002 | | | | | - | (-) |
| autres affaires pendantes au 31 décembre 2002 | | | | | - | (-) |
| autorisations de pratiquer délivrées à des avocats étrangers au canton | | | | | 10* | (31) |

* du 1^{er} janvier au 31 mai 2002

Cours civiles

| | | | | | | |
|--|----|------|-----|-------|-----|-------|
| affaires pendantes au 31 décembre 2001 | | | | | 245 | (243) |
| affaires enregistrées en 2002 | | | | | 167 | (151) |
| - procédure contentieuse | | | 122 | (121) | | |
| - de nature pécuniaire | 94 | (93) | | | | |
| - du droit de la filiation | 28 | (28) | | | | |
| - appels | | | 12 | (6) | | |
| - recours en matière LP | | | 20 | (10) | | |
| - concordats | | | 4 | (3) | | |
| - contestations d'honoraires de notaires | | | 3 | (3) | | |
| - procédures non contentieuses | | | 6 | (8) | | |
| affaires liquidées | | | | | 171 | (149) |
| - par jugement | | | 98 | (77) | | |
| - sans jugement | | | 73 | (72) | | |
| affaires pendantes au 31 décembre 2002 | | | | | 241 | (245) |

Autorité cantonale supérieure de surveillance des offices des poursuites et des faillites

| | | | | | | |
|--|--|--|---|-----|---|------|
| affaires pendantes au 31 décembre 2001 | | | | | - | (10) |
| affaires enregistrées en 2002 | | | | | 5 | (4) |
| affaires liquidées | | | | | 1 | (14) |
| - admises | | | - | (5) | | |
| - mal fondées | | | 1 | (3) | | |
| - irrecevables | | | - | (2) | | |
| - retirées / classements | | | - | (4) | | |
| affaires pendantes au 31 décembre 2002 | | | | | 4 | (-) |

Cour de cassation civile

| | | | | | | |
|--------------------------------------|--|--|----|------|-----|-------|
| recours pendants au 31 décembre 2001 | | | | | 58 | (54) |
| recours enregistrés en 2002 | | | | | 166 | (186) |
| recours liquidés | | | | | 176 | (182) |
| - admis | | | 40 | (50) | | |
| - mal fondés | | | 87 | (86) | | |
| - irrecevables | | | 11 | (8) | | |
| - retirés - classés | | | 38 | (38) | | |
| recours pendants au 31 décembre 2002 | | | | | 48 | (58) |

Chambre des affaires arbitrales

| | | | | | | |
|--|--|--|--|--|---|-----|
| affaires pendantes au 31 décembre 2001 | | | | | - | (1) |
| affaires enregistrées en 2002 | | | | | 1 | (3) |
| affaires liquidées | | | | | 1 | (4) |
| affaires pendantes au 31 décembre 2002 | | | | | - | (-) |

Autorité tutélaire de surveillance

| | | | | | | |
|--|--|--|----|------|----|------|
| affaires pendantes au 31 décembre 2001 | | | | | 29 | (36) |
| affaires enregistrées en 2002 | | | | | 78 | (89) |
| affaires liquidées | | | | | 89 | (96) |
| - décisions sur recours | | | 40 | (43) | | |
| - jugements d'adoption | | | 27 | (31) | | |
| - autres décisions | | | 22 | (22) | | |
| affaires pendantes au 31 décembre 2002 | | | | | 18 | (29) |

Chambre d'accusation

| | | | | | | |
|--|--|--|----|------|-----|-------|
| affaires pendantes au 31 décembre 2001 | | | | | 15 | (20) |
| affaires enregistrées en 2002 | | | | | 204 | (197) |
| affaires liquidées | | | | | 187 | (202) |
| - recours c/ décisions des juges d'instruction | | | 41 | (46) | | |
| - requêtes en prolongation de la détention préventive | | | 8 | (-) | | |
| - recours c/ décisions du Ministère public | | | 57 | (61) | | |
| - transmissions du Ministère public (179 CPP al.1 lit.a) | | | 2 | (8) | | |
| - autres décisions de la CHAC ou de son président | | | 79 | (87) | | |
| affaires pendantes au 31 décembre 2002 | | | | | 32 | (15) |

Cour d'assises

| | | | | | | |
|--|--|--|--|--|---|-----|
| affaires pendantes au 31 décembre 2001 | | | | | - | (2) |
| affaires enregistrées en 2002 | | | | | 8 | (1) |
| affaires liquidées | | | | | 4 | (3) |
| affaires pendantes au 31 décembre 2002 | | | | | 4 | (-) |

Tribunal pénal économique

| | | | | | | |
|--|--|--|--|--|---|-----|
| affaires pendantes au 31 décembre 2001 | | | | | 2 | (1) |
| affaires enregistrées en 2002 | | | | | - | (3) |
| affaires liquidées | | | | | 2 | (2) |
| affaires pendantes au 31 décembre 2002 | | | | | - | (2) |

Cour de cassation pénale

| | | | | | | |
|--|----|------|-----|-------|-----|-------|
| affaires pendantes au 31 décembre 2001 | | | | | 66 | (54) |
| - pourvois en cassation | | | 60 | (54) | | |
| - demandes de réhabilitation | | | 2 | (-) | | |
| - demandes de révision | | | 4 | (-) | | |
| affaires enregistrées en 2002 | | | | | 114 | (159) |
| - pourvois en cassation | | | 102 | (147) | | |
| - demandes de réhabilitation | | | 9 | (7) | | |
| - demandes de révision | | | 3 | (5) | | |
| affaires liquidées | | | | | 133 | (147) |
| - pourvois en cassation | | | 117 | (141) | | |
| - admis | 28 | (36) | | | | |
| - mal fondés | 83 | (93) | | | | |
| - irrecevables | 6 | (12) | | | | |
| - retirés | - | (-) | | | | |
| - demandes de réhabilitation | | | 10 | (5) | | |
| - admises | 10 | (3) | | | | |
| - refusées | - | (2) | | | | |
| - retirées | - | (-) | | | | |
| - demandes de révision | | | 6 | (1) | | |
| - admises | 4 | (1) | | | | |
| - mal fondées | 2 | (-) | | | | |
| - retirées | - | (-) | | | | |
| affaires pendantes au 31 décembre 2002 | | | | | 47 | (66) |
| - pourvois en cassation | | | 45 | (60) | | |
| - demandes de réhabilitation | | | 1 | (2) | | |
| - demandes de révision | | | 1 | (4) | | |

Tribunal administratif

| | | | | | | |
|--|-----|-------|-----|-------|-----|-------|
| affaires pendantes au 31 décembre 2001 | | | | | 265 | (230) |
| affaires enregistrées en 2002 | | | | | 496 | (463) |
| - droit administratif | | | 215 | (139) | | |
| - impôts et taxes | 17 | (8) | | | | |
| - séjour des étrangers | 22 | (14) | | | | |
| - aménagement du territoire et constructions | 28 | (24) | | | | |
| - statut des fonctionnaires | 11 | (10) | | | | |
| - assistance judiciaire | 14 | (18) | | | | |
| - circulation routière | 3 | (8) | | | | |
| - responsabilité des collectivités publiques (actions) | 7 | (4) | | | | |
| - bourses d'étude | - | (1) | | | | |
| - droit des marchés publics | 21 | (11) | | | | |
| - aide aux victimes d'infractions | 1 | (3) | | | | |
| - environnement et protection de la nature | 4 | (-) | | | | |
| - améliorations foncières et droit foncier rural | 1 | (1) | | | | |
| - exécution des peines | 6 | (1) | | | | |
| - établissements publics | 1 | (-) | | | | |
| - affaires scolaires | 4 | (2) | | | | |
| - expropriation | 3 | (1) | | | | |
| - aide sociale | - | (1) | | | | |
| - droit de procédure | 4 | (-) | | | | |
| - vente d'appartements loués | 2 | (1) | | | | |
| - usage du domaine public | 2 | (3) | | | | |
| - divers | 64 | (28) | | | | |
| - assurances sociales | | | 281 | (324) | | |
| - assurance -accidents | 26 | (20) | | | | |
| - assurance -chômage | 16 | (16) | | | | |
| - allocations familiales | 4 | (-) | | | | |
| - assurance -invalidité | 123 | (145) | | | | |
| - AVS (recours) | 33 | (55) | | | | |
| - AVS (actions 52 LAVS) | 8 | (9) | | | | |
| - assurance -maladie | 14 | (22) | | | | |
| - assurance militaire | 1 | (-) | | | | |
| - prestations complém. à l'AVS/AI | 48 | (44) | | | | |
| - allocations pour perte de gain | - | (1) | | | | |
| - prévoyance professionnelle (actions) | 6 | (6) | | | | |
| - partage des prestations de sortie en cas de divorce | 2 | (6) | | | | |

| | | | | | | |
|---|--|--|-----|-------|-----|-------|
| affaires liquidées | | | | | 371 | (428) |
| - admises | | | 122 | (104) | | |
| - irrecevables | | | 32 | (24) | | |
| - mal fondées | | | 145 | (213) | | |
| - retraits / transactions / classements | | | 72 | (87) | | |
| affaires pendantes au 31 décembre 2002 | | | | | 390 | (265) |

Tribunal arbitral (art.89 LAMal)

| | | | | | | |
|--|--|--|--|--|---|-----|
| affaires pendantes au 31 décembre 2001 | | | | | 1 | (-) |
| affaires enregistrées en 2002 | | | | | - | (1) |
| affaires liquidées | | | | | 1 | (-) |
| affaires pendantes au 31 décembre 2002 | | | | | - | (1) |

Autorité de recours du notariat (jusqu'au 31 mai 2002)

| | | | | | | |
|--------------------------------------|--|--|---|-----|----|-----|
| recours pendants au 31 décembre 2001 | | | | | - | (-) |
| recours enregistrés en 2002 | | | | | -* | (-) |
| recours liquidés | | | | | - | (-) |
| - admis | | | - | (-) | | |
| - mal fondés | | | - | (-) | | |
| - irrecevables | | | - | (-) | | |
| - retirés / classés | | | - | (-) | | |
| recours pendants au 31 décembre 2002 | | | | | - | (-) |

* du 1^{er} janvier au 31 mai 2002

Autorité de recours des avocates, des avocats et du notariat (dès le 1^{er} juin 2002)

| | | | | | | |
|--------------------------------------|--|--|---|--|----|--|
| recours enregistrés en 2002 | | | | | 1* | |
| recours liquidés | | | | | - | |
| - admis | | | - | | | |
| - mal fondés | | | - | | | |
| - irrecevables | | | - | | | |
| - retirés / classés | | | - | | | |
| recours pendants au 31 décembre 2002 | | | | | 1* | |

* du 1^{er} juin au 31 décembre 2002

Nouvelle autorité de recours suite à la nouvelle loi sur la profession d'avocat ou d'avocate (LAv)

Recours au Tribunal fédéral

| | Pendants au 1 ^{er} janvier | Interjetés dans l'année | Admis | Mal fondés | Irrecevables | Retirés | Pendants au 31 déc. |
|---|-------------------------------------|-------------------------|-----------|------------|--------------|----------|---------------------|
| Cour plénière | - | - | - | - | - | - | - |
| Cours civiles | 6 | 12 | 2 | 8 | - | 1 | 7 |
| Cour de cassation civile | 2 | 15 | - | 8 | 7 | 1 | 1 |
| Autorité de recours des avocates, des avocats et du notariat | - | - | - | - | - | - | - |
| Autorité tutélaire de surveillance | - | 3 | - | 1 | 2 | - | - |
| Chambre d'accusation | 2 | 6 | - | - | 8 | - | - |
| Cour de cassation pénale | 7 | 11 | 1 | 11 | 4 | 1 | 1 |
| Tribunal administratif TF | 8 | 18 | 2 | 9 | 4 | 2 | 9 |
| Tribunal administratif TFA | 40 | 38 | 21 | 27 | 1 | 3 | 26 |
| Autorité cantonale supérieure de surveillance des offices des poursuites et des faillites | - | - | - | - | - | - | - |
| Tribunal arbitral (89 LAMal) | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | 65 | 103 | 26 | 64 | 26 | 8 | 44 |

Caisse du greffe du Tribunal cantonal :

Emoluments : Fr. 386.741,00 (Fr. 346.332,25)

3.2. Tribunaux de district

3.2.1. Affaires civiles

(Les chiffres entre parenthèses concernent l'année précédente)

Procédure écrite

| | Neuchâtel | Boudry | Val-de-Travers | Val-de-Ruz | Le Lode | La Chaux-de-Fonds | Total |
|--|---------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------------|
| Actions en divorce, etc. (art. 10 OJ) | | | | | | | |
| - en instruction au 1er janvier | 173 (172) | 123 (138) | 33 (31) | 40 (46) | 41 (33) | 150 (178) | 560 (598) |
| - enregistrées dans l'année | 182 (176) | 116 (99) | 30 (43) | 38 (37) | 43 (49) | 153 (143) | 562 (547) |
| Total | 355 (348) | 239 (237) | 63 (74) | 78 (83) | 84 (82) | 303 (321) | 1.122 (1.145) |
| - liquidées par jugement | 171 (169) | 126 (105) | 25 (36) | 42 (40) | 50 (39) | 132 (120) | 546 (509) |
| - liquidées sans jugement | 22 (8) | 14 (9) | 7 (5) | 3 (3) | 7 (2) | 15 (8) | 68 (35) |
| - en instruction au 31 décembre | 162 (171) | 99 (123) | 31 (33) | 33 (40) | 27 (41) | 156 (193) | 508 (601) |
| Total | 355 (348) | 239 (237) | 63 (74) | 78 (83) | 84 (82) | 303 (321) | 1.122 (1.145) |
| Autres actions de procédure écrite | | | | | | | |
| - en instruction au 1er janvier | 26 (32) | 25 (27) | 4 (4) | 8 (4) | 5 (8) | 23 (24) | 91 (99) |
| - enregistrées dans l'année | 23 (13) | 11 (18) | 6 (6) | 7 (10) | 6 (4) | 11 (15) | 64 (66) |
| Total | 49 (45) | 36 (45) | 10 (10) | 15 (14) | 11 (12) | 34 (39) | 155 (165) |
| - liquidées par jugement | 5 (13) | 9 (7) | 1 (2) | 1 (3) | 2 (3) | 9 (8) | 27 (36) |
| - liquidées sans jugement | 12 (7) | 7 (13) | 4 (4) | 4 (3) | 4 (4) | 10 (8) | 41 (39) |
| - en instruction au 31 décembre | 32 (25) | 20 (25) | 5 (4) | 10 (8) | 5 (5) | 15 (23) | 87 (90) |
| Total | 49 (45) | 36 (45) | 10 (10) | 15 (14) | 11 (12) | 34 (39) | 155 (165) |

Procédure orale

| | Neuchâtel | Boudry | Val-de-Travers | Val-de-Ruz | Le Locle | La Chaux-de-Fonds | Total |
|---|---------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------|---------------------|
| - actions en instruction au 1er janvier | 56 (64) | 30 (40) | 3 (6) | 20 (20) | 14 (17) | 39 (34) | 162 (181) |
| - enregistrées dans l'année | 173 (143) | 88 (51) | 22 (17) | 33 (33) | 30 (29) | 93 (78) | 439 (351) |
| Total | 229 (207) | 118 (91) | 25 (23) | 53 (53) | 44 (46) | 132 (112) | 601 (532) |
| - liquidées par jugement | 94 (87) | 25 (24) | 7 (6) | 20 (12) | 12 (10) | 31 (24) | 189 (163) |
| - liquidées sans jugement | 78 (64) | 49 (37) | 13 (14) | 16 (21) | 26 (22) | 56 (46) | 238 (204) |
| - en instruction au 31 décembre | 57 (56) | 44 (30) | 5 (3) | 17 (20) | 6 (14) | 45 (42) | 174 (165) |
| Total | 229 (207) | 118 (91) | 25 (23) | 53 (53) | 44 (46) | 132 (112) | 601 (532) |

| <u>Procédure sommaire, contentieuse ou gracieuse</u> | Neuchâtel | Boudry | Val-de-Travers | Val-de-Ruz | Le Locle | La Chaux-de-Fonds | Total |
|---|-------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------------|
| - Mesures protectrices de l'union conjugale | 105 (90) | 58 (64) | 30 (35) | 28 (22) | 20 (18) | 104 (107) | 345 (336) |
| - Mises à ban | 17 (7) | 23 (20) | 8 (12) | 13 (13) | 2 (3) | 11 (6) | 74 (61) |
| - Annulations de titres | 30 (25) | 6 (8) | 5 (3) | 4 (2) | 7 (-) | 10 (11) | 62 (49) |
| - Mainlevées d'opposition | 531 (630) | 337 (436) | 115 (180) | 114 (134) | 139 (192) | 304 (301) | 1.540 (1.873) |
| - Séquestres | 11 (13) | 3 (7) | 9 (4) | 2 (-) | 4 (6) | 23 (11) | 52 (41) |
| - Réquisitions de faillite | 263 (235) | 144 (119) | 48 (56) | 47 (35) | 117 (80) | 190 (146) | 809 (671) |
| - Expulsions (art. 282 LP) | 46 (46) | 21 (23) | 8 (1) | 10 (7) | 14 (19) | 85 (83) | 184 (179) |
| - Autres affaires, non compris les affaires successorales (cf. celles ci-dessous) non plus que le contreseing des cédulas hypothécaires | 27 (27) | 26 (14) | 39 (50) | 27 (7) | 17 (28) | 69 (65) | 205 (191) |
| Total des affaires enregistrées dans l'année | 1.030 (1.073) | 618 (691) | 262 (341) | 245 (220) | 320 (346) | 796 (730) | 3.271 (3.401) |

Successions

| | Neuchâtel | Boudry | Val-de-Travers | Val-de-Ruz | Le Locle | La Chaux-de-Fonds | Total |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------------|
| - ouvertes dans l'année | 480 (474) | 296 (305) | 153 (116) | 104 (102) | 194 (147) | 427 (435) | 1.654 (1.579) |
| - appositions de scellés | 6 (7) | 2 (5) | 14 (14) | 7 (2) | 4 (4) | 2 (11) | 35 (43) |
| - Inventaires (art. 490 et 553 CCS) | 1 (-) | 3 (10) | - (-) | - (1) | 1 (3) | - (-) | 5 (14) |
| - bénéfiques d'inventaire (art. 581 CCS) | 2 (2) | 3 (1) | 1 (2) | - (-) | 1 (-) | 1 (1) | 8 (6) |
| - administrations officielles (art. 554 CCS) | 6 (10) | 1 (3) | - (1) | 1 (1) | 5 (2) | 6 (8) | 19 (25) |
| - ouvertures de testaments | 210 (179) | 115 (114) | 45 (42) | 27 (46) | 73 (53) | 132 (160) | 602 (594) |
| - certificats d'hérédité | | | | | | | |
| - délivrés par le juge | 262 (219) | 164 (182) | 89 (79) | 71 (75) | 106 (75) | 197 (191) | 889 (821) |
| - déposés par les notaires | 36 (40) | 28 (34) | 6 (5) | 6 (4) | 8 (7) | 35 (19) | 119 (109) |
| - répudiations de successions | 17 (25) | 12 (18) | 3 (7) | 4 (1) | 7 (4) | 35 (35) | 78 (90) |
| - ordonnances de liquidation de successions par l'Office des faillites (art.566 al. 2 ou art.573 CCS et 193 LP) | 31 (33) | 13 (19) | 6 (8) | 5 (3) | 11 (9) | 42 (51) | 108 (123) |

Divers

| | Neuchâtel | Boudry | Val-de-Travers | Val-de-Ruz | Le Locle | La Chaux-de-Fonds | Total |
|---|-----------------------------|-----------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|-----------------------------|---------------------------------|
| - Commissions rogatoires | 4 (7) | - (-) | 1 (2) | 2 (-) | 2 (3) | 3 (3) | 12 (15) |
| - Enchères publiques | 8 (5) | 2 (3) | 2 (-) | - (1) | 4 (1) | 1 (4) | 17 (14) |
| - Preuves à futur | 5 (3) | 5 (5) | 2 (1) | - (1) | - (-) | 1 (2) | 13 (12) |
| - Hypothèques légales | 9 (4) | 9 (14) | - (3) | - (4) | 8 (1) | 6 (4) | 32 (30) |
| - Mesures provisoires | 27 (27) | 25 (21) | 2 (2) | 4 (5) | 2 (-) | 4 (-) | 64 (55) |
| Total des émoluments encaissés durant l'année (arrondi) | 382.500 (367.500) | 400.300 (323.700) | 95.800 (115.800) | 114.513 (92.800) | 123.800 (96.200) | 317.800 (290.300) | 1.434.713 (1.286.300) |

Autorités tutélaires civiles

| | | Neuchâtel | Boudry | Val-de-Travers | Val-de-Ruz | Le Locle | La Chaux-de-Fonds | Total |
|---|---------------|-----------|--------|----------------|------------|----------|-------------------|-------|
| Dossiers en cours au 1er janvier | | | | | | | | |
| Majeurs | | | | | | | | |
| Tutelle | art.369 | 137 | 71 | 24 | 34 | 49 | 113 | 428 |
| Tutelle | art.370 | 21 | 7 | 6 | 2 | 5 | 17 | 58 |
| Tutelle | art.371 | 1 | - | 1 | - | - | - | 2 |
| Tutelle | art.372 | 140 | 76 | 22 | 18 | 42 | 153 | 451 |
| dont plac. autor. parent. | art.385 ch. 3 | 35 | 44 | - | 15 | 14 | 42 | 150 |
| Curatelle | art.392 ch. 1 | 18 | 12 | 3 | 4 | 2 | 5 | 44 |
| Curatelle | art.392 ch. 3 | - | - | - | 1 | - | - | 1 |
| Curatelle | art.393 | 55 | 17 | 20 | 10 | 9 | 10 | 121 |
| Curatelle | art.394 | 204 | 93 | 33 | 39 | 17 | 43 | 429 |
| Conseil légal | art.395 | 6 | 8 | 7 | 4 | 12 | 33 | 70 |
| Priv. liberté assistance | art.397a | 36 | 6 | 3 | - | 6 | 14 | 65 |
| Mineurs | | | | | | | | |
| Surveillance | art.307 | - | - | - | - | 3 | 14 | 17 |
| Curatelle | art.308 | 278 | 136 | 88 | 64 | 91 | 290 | 947 |
| Curatelle | art.309 | 7 | 4 | 1 | - | 6 | 16 | 34 |
| Retrait de garde | art.310 | 86 | 28 | 5 | 15 | 17 | 58 | 209 |
| Retrait autor. parentale | art.311/312 | - | - | 1 | - | - | 9 | 10 |
| Protection des biens | art.324 | - | 4 | - | - | - | - | 4 |
| Curat. d'administration | art.325 | - | 2 | - | - | - | 1 | 3 |
| Tutelle | art.368 | 36 | 42 | 27 | 17 | 23 | 35 | 180 |
| Curatelle | art.392 ch. 2 | 32 | 22 | 6 | 15 | 6 | 8 | 89 |
| Curatelle | art.392 ch. 3 | - | 1 | 2 | 1 | - | 1 | 5 |
| | Total | 1.057 | 529 | 249 | 224 | 288 | 820 | 3.167 |
| Inventaires art.318 | | 118 | 10 | 4 | 22 | 6 | 6 | 166 |
| Actions alimentaires | | 16 | 14 | 2 | 3 | - | 5 | 40 |

Autorités tutélaires civiles (suite)

| | | | Neuchâtel | Boudry | Val-de-Travers | Val-de-Ruz | Le Locle | La Chaux-de-Fonds | Total |
|-------------------------------------|---------------|--|-----------|--------|----------------|------------|----------|-------------------|-------|
| Dossiers enregistrés en 2002 | | | | | | | | | |
| Majeurs | | | | | | | | | |
| Tutelle | art.369 | | 4 | 3 | 13 | 6 | 1 | 5 | 32 |
| Tutelle | art.370 | | 1 | - | - | 1 | 1 | 3 | 6 |
| Tutelle | art.371 | | - | - | - | - | - | - | - |
| Tutelle | art.372 | | 6 | 7 | 1 | 2 | 1 | 15 | 32 |
| dont plac. autor. parent. | art.385 ch. 3 | | 1 | 3 | 12 | 1 | - | 3 | 20 |
| Curatelle | art.392 ch. 1 | | 2 | 6 | 2 | - | - | 1 | 11 |
| Curatelle | art.392 ch. 3 | | - | - | - | - | - | - | - |
| Curatelle | art.393 | | - | 3 | 1 | - | 5 | - | 9 |
| Curatelle | art.394 | | 20 | 19 | 2 | 5 | 1 | 12 | 59 |
| Conseil légal | art.395 | | 5 | 2 | 1 | - | - | 5 | 13 |
| Priv. liberté assistance | art.397a | | 105 | 58 | 25 | 22 | 27 | 113 | 350 |
| Mineurs | | | | | | | | | |
| Surveillance | art.307 | | - | - | 1 | - | - | 5 | 6 |
| Curatelle | art.308 | | 31 | 24 | 22 | 14 | 11 | 37 | 139 |
| Curatelle | art.309 | | 6 | 2 | 2 | 1 | 2 | 4 | 17 |
| Retrait de garde | art.310 | | 13 | 7 | - | 6 | 10 | 21 | 57 |
| Retrait autor. parentale | art.311/312 | | - | - | - | - | - | 1 | 1 |
| Protection des biens | art.324 | | - | - | - | - | - | - | - |
| Curat. d'administration | art.325 | | - | - | - | - | - | - | - |
| Tutelle | art.368 | | 7 | 40 | 14 | 5 | 3 | 9 | 78 |
| Curatelle | art.392 ch. 2 | | 4 | 4 | 3 | 6 | 4 | 11 | 32 |
| Curatelle | art.392 ch. 3 | | 1 | 1 | - | - | - | - | 2 |
| | Total | | 205 | 176 | 87 | 68 | 66 | 242 | 844 |
| Inventaires art.318 | | | 71 | 42 | 9 | 8 | 12 | 34 | 176 |
| Actions alimentaires | | | 30 | 14 | 6 | 7 | 7 | 24 | 88 |

Autorités tutélaires civiles (suite)

| | | Neuchâtel | Boudry | Val-de-Travers | Val-de-Ruz | Le Locle | La Chaux-de-Fonds | Total |
|---------------------------------|---------------|-----------|--------|----------------|------------|----------|-------------------|-------|
| Dossiers classés en 2002 | | | | | | | | |
| Majeurs | | | | | | | | |
| Tutelle | art.369 | 4 | 2 | 3 | 1 | 7 | 1 | 18 |
| Tutelle | art.370 | 2 | 3 | 3 | - | 2 | 1 | 11 |
| Tutelle | art.371 | - | - | - | - | - | - | - |
| Tutelle | art.372 | 5 | 6 | 2 | 2 | 3 | 12 | 30 |
| dont plac. autor. parent. | art.385 ch. 3 | 2 | - | - | 2 | - | - | 4 |
| Curatelle | art.392 ch. 1 | 3 | 7 | 2 | - | - | 1 | 13 |
| Curatelle | art.392 ch. 3 | - | - | - | 1 | - | - | 1 |
| Curatelle | art.393 | 8 | 9 | 4 | 2 | 2 | 3 | 28 |
| Curatelle | art.394 | 30 | 19 | 4 | 5 | 6 | 3 | 67 |
| Conseil légal | art.395 | - | - | 1 | - | 2 | 8 | 11 |
| Priv. liberté assistance | art.397a | 93 | 63 | 25 | 19 | 30 | 123 | 353 |
| Mineurs | | | | | | | | |
| Surveillance | art.307 | - | - | - | - | 3 | 4 | 7 |
| Curatelle | art.308 | 45 | 23 | 18 | 14 | 18 | 41 | 159 |
| Curatelle | art.309 | 3 | 1 | - | - | 4 | 2 | 10 |
| Retrait de garde | art.310 | 16 | 13 | 5 | 5 | 6 | 26 | 71 |
| Retrait autor. parentale | art.311/312 | - | - | 1 | - | - | - | 1 |
| Protection des biens | art.324 | - | 4 | - | - | - | - | 4 |
| Curat. d'administration | art.325 | - | 2 | - | - | - | - | 2 |
| Tutelle | art.368 | 10 | 24 | 10 | 1 | 9 | 15 | 69 |
| Curatelle | art.392 ch. 2 | 9 | 8 | 5 | 3 | 4 | 9 | 38 |
| Curatelle | art.392 ch. 3 | - | 1 | 2 | - | - | 1 | 4 |
| | Total | 228 | 185 | 85 | 53 | 96 | 250 | 897 |
| Inventaires art.318 | | 85 | 38 | 9 | 8 | 15 | 39 | 194 |
| Actions alimentaires | | 19 | 18 | 7 | 8 | 7 | 25 | 84 |

Autorités tutélaires civiles (suite)

| | | Neuchâtel | Boudry | Val-de-Travers | Val-de-Ruz | Le Locle | La Chaux-de-Fonds | Total |
|---|---------------|-----------|--------|----------------|------------|----------|-------------------|-------|
| Dossiers en cours au 31 décembre | | | | | | | | |
| Majeurs | | | | | | | | |
| Tutelle | art.369 | 136 | 72 | 34 | 39 | 43 | 117 | 441 |
| Tutelle | art.370 | 19 | 4 | 3 | 3 | 4 | 19 | 52 |
| Tutelle | art.371 | 1 | - | 1 | - | - | - | 2 |
| Tutelle | art.372 | 134 | 77 | 21 | 18 | 40 | 156 | 446 |
| dont plac. autor. parent. | art.385 ch. 3 | 39 | 45 | 12 | 14 | 14 | 42 | 166 |
| Curatelle | art.392 ch. 1 | 13 | 11 | 3 | 4 | 2 | 5 | 38 |
| Curatelle | art.392 ch. 3 | 3 | - | - | - | - | - | 3 |
| Curatelle | art.393 | 44 | 11 | 17 | 8 | 12 | 7 | 99 |
| Curatelle | art.394 | 197 | 93 | 31 | 39 | 12 | 52 | 424 |
| Conseil légal | art.395 | 13 | 10 | 7 | 4 | 10 | 30 | 74 |
| Priv. liberté assistance | art.397a | 36 | 1 | 3 | 3 | 3 | 4 | 50 |
| Mineurs | | | | | | | | |
| Surveillance | art.307 | - | - | 1 | - | - | 15 | 16 |
| Curatelle | art.308 | 266 | 137 | 92 | 64 | 84 | 286 | 929 |
| Curatelle | art.309 | 10 | 5 | 3 | 1 | 4 | 18 | 41 |
| Retrait de garde | art.310 | 86 | 22 | - | 16 | 21 | 53 | 198 |
| Retrait autor. parentale | art.311/312 | - | - | - | - | - | 10 | 10 |
| Protection des biens | art.324 | - | - | - | - | - | - | - |
| Curat. d'administration | art.325 | - | - | - | - | - | 1 | 1 |
| Tutelle | art.368 | 33 | 58 | 31 | 21 | 17 | 29 | 189 |
| Curatelle | art.392 ch. 2 | 26 | 18 | 4 | 18 | 6 | 10 | 82 |
| Curatelle | art.392 ch. 3 | 1 | 1 | - | 1 | - | - | 3 |
| | Total | 1.018 | 520 | 251 | 239 | 258 | 812 | 3.098 |
| Inventaires art.318 | | 96 | 14 | 4 | 22 | 3 | 1 | 140 |
| Actions alimentaires | | 25 | 10 | 1 | 2 | 2 | 4 | 44 |

Tribunaux de prud'hommes

| | Neuchâtel | Boudry | Val-de-Travers | Val-de-Ruz | Le Locle | La Chaux-de-Fonds | Total |
|---------------------------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------|---------------------|
| Actions en instruction au 1er janvier | 26 (49) | 29 (19) | 9 (7) | 8 (10) | 20 (17) | 40 (28) | 132 (130) |
| Actions enregistrées dans l'année | 165 (89) | 67 (61) | 13 (21) | 28 (19) | 22 (26) | 94 (117) | 389 (333) |
| Total | 191 (138) | 96 (80) | 22 (28) | 36 (29) | 42 (43) | 134 (145) | 521 (463) |
| Jugements rendus | 38 (56) | 13 (11) | 3 (8) | 7 (6) | 17 (2) | 37 (20) | 115 (103) |
| Actions liquidées sans jugement | 69 (56) | 42 (40) | 14 (11) | 21 (15) | 19 (21) | 56 (85) | 221 (228) |
| Actions en instruction au 31 décembre | 84 (26) | 41 (29) | 5 (9) | 8 (8) | 6 (20) | 41 (40) | 185 (132) |
| Total | 191 (138) | 96 (80) | 22 (28) | 36 (29) | 42 (43) | 134 (145) | 521 (463) |

Restriction du droit de résilier les baux

| | Neuchâtel | Boudry | Val-de-Travers | Val-de-Ruz | Le Locle | La Chaux-de-Fonds | Total |
|---------------------------------------|------------------|----------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------------------|
| Actions en instruction au 1er janvier | 2* (1) | - (1) | - (1) | - (1) | 1 (3) | - (1) | 3 (8) |
| Actions enregistrées dans l'année | 1 (2) | - (-) | 4 (-) | 2 (-) | 2 (4) | - (-) | 9 (6) |
| Total | 3 (3) | - (1) | 4 (1) | 2 (1) | 3 (7) | - (1) | 12 (14) |
| Actions liquidées par jugement | 1 (2) | - (-) | 1 (-) | - (1) | 1 (2) | - (-) | 3 (5) |
| Actions retirées | - (-) | - (-) | - (-) | - (-) | - (-) | - (-) | - (-) |
| Actions conciliées | - (-) | - (1) | 3 (1) | 2 (-) | - (4) | - (1) | 5 (7) |
| Actions en instruction au 31 décembre | 2 (1) | - (-) | - (-) | - (-) | 2 (1) | - (-) | 4 (2) |
| Total | 3 (3) | - (1) | 4 (1) | 2 (1) | 3 (7) | - (1) | 12 (14) |

* La différence entre le nombre d'affaires pendantes au 1^{er} janvier 2002 et le nombre d'affaires pendantes au 31 décembre 2001 est due à des erreurs d'enregistrement corrigées durant l'année.

3.2.2. Affaires pénales

Tribunaux de police

| | Neuchâtel | Boudry | Val-de-Travers | Val-de-Ruz | Le Locle | La Chaux-de-Fonds | Total |
|----------------------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------------|
| Dossiers en cours au 1er janvier | 178 (279) | 103 (143) | 36 (43) | 35 (48) | 75 (76) | 162 (258) | 589 (847) |
| Dossiers reçus dans l'année | 799 (772) | 335 (286) | 105 (123) | 126 (124) | 149 (187) | 421 (455) | 1.935 (1.947) |
| Total | 977 (1.051) | 438 (429) | 141 (166) | 161 (172) | 224 (263) | 583 (713) | 2.524 (2.794) |
| Dossiers liquidés par jugement | 571 (750) | 214 (260) | 94 (111) | 104 (113) | 118 (132) | 373 (450) | 1.474 (1.816) |
| Dossiers liquidés sans jugement | 131 (123) | 54 (66) | 13 (19) | 17 (24) | 71 (56) | 73 (101) | 359 (389) |
| Dossiers en cours au 31 décembre | 275 (178) | 170 (103) | 34 (36) | 40 (35) | 35 (75) | 137 (162) | 691 (589) |
| Total | 977 (1.051) | 438 (429) | 141 (166) | 161 (172) | 224 (263) | 583 (713) | 2.524 (2.794) |

Tribunaux correctionnels

| | Neuchâtel | Boudry | Val-de-Travers | Val-de-Ruz | Le Locle | La Chaux-de-Fonds | Total |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-----------------|-----------------|------------------|-------------------|---------------------|
| Dossiers en cours au 1er janvier | 14 (16) | 3 (8) | 1 (4) | 3 (4) | 1 (5) | 14 (6) | 36 (43) |
| Dossiers reçus dans l'année | 34 (38) | 8 (7) | 6 (-) | 6 (4) | 6 (9) | 28 (25) | 88 (83) |
| Total | 48 (54) | 11 (15) | 7 (4) | 9 (8) | 7 (14) | 42 (31) | 124 (126) |
| Dossiers liquidés par jugement | 31 (39) | 5 (12) | 1 (3) | 6 (5) | 5 (13) | 32 (17) | 80 (89) |
| Dossiers liquidés sans jugement | 1 (1) | 1 (-) | - (-) | 1 (-) | - (-) | - (-) | 3 (1) |
| Dossiers en cours au 31 décembre | 16 (14) | 5 (3) | 6 (1) | 2 (3) | 2 (1) | 10 (14) | 41 (36) |
| Total | 48 (54) | 11 (15) | 7 (4) | 9 (8) | 7 (14) | 42 (31) | 124 (126) |

Autorités tutélaires pénales

| | Neuchâtel | Boudry | Val-de-Travers | Val-de-Ruz | Le Locle | La Chaux-de-Fonds | Total |
|--|---------------------|---------------------|--------------------|-------------------|--------------------|---------------------|-------------------------|
| ENQUETES | | | | | | | |
| Cas en suspens au 1er janvier | 51 (51) | 42 (42) | 15 (14) | 13 (22) | 4 (8) | 17 (16) | 142 (153) |
| Affaires enregistrées durant l'année | 431 (335) | 176 (217) | 52 (74) | 50 (57) | 79 (93) | 212 (182) | 1.000 (958) |
| Nombre de mineurs | 524 (396) | 218 (262) | 74 (105) | 57 (63) | 93 (157) | 261 (217) | 1.227 (1.200) |
| - garçons | 404 (312) | 187 (222) | 54 (93) | 41 (56) | 79 (126) | 197 (149) | 962 (958) |
| - filles | 120 (84) | 31 (40) | 20 (12) | 16 (7) | 14 (31) | 64 (68) | 265 (242) |
| - enfants | 111 (96) | 39 (70) | 35 (30) | 8 (10) | 30 (47) | 80 (79) | 303 (332) |
| - adolescents | 399 (295) | 178 (188) | 37 (68) | 49 (53) | 63 (108) | 177 (129) | 903 (841) |
| - plus de 18 ans | 14 (5) | 1 (4) | 2 (7) | - (-) | - (2) | 4 (9) | 21 (27) |
| Détention préventive | 8 (6) | 6 (-) | 1 (1) | - (1) | 1 (1) | 5 (6) | 21 (15) |
| Observations pendant enquête | - (-) | 1 (-) | 1 (-) | - (-) | - (-) | 1 (4) | 3 (4) |
| Expertises psychologiques et d'orientation professionnelle | 3 (4) | 1 (-) | 1 (-) | - (-) | - (-) | - (1) | 5 (5) |
| Enquêtes OCM | 3 (5) | - (-) | 3 (3) | - (-) | - (2) | - (3) | 6 (13) |
| DECISIONS | | | | | | | |
| - Clôture d'enquêtes et jugements | | | | | | | |
| Nombre de jugements | 356 (296) | 141 (141) | 49 (73) | 42 (52) | 75 (83) | 170 (138) | 833 (783) |
| Dessaisissements | 30 (27) | 9 (6) | 1 (2) | 3 (3) | 4 (3) | 11 (6) | 58 (47) |
| Refus de suivre | 1 (-) | - (-) | - (-) | - (-) | - (1) | - (2) | 1 (3) |

Autorités tutélaires pénales (suite)

| | Neuchâtel | Boudry | Val-de-Travers | Val-de-Ruz | Le Locle | La Chaux-de-Fonds | Total |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-----------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| PEINES ET MESURES (suite) | | | | | | | |
| Placements en maison d'éducation (91 ch. 1 CP) | 1 (3) | 2 (1) | 2 (-) | - (-) | - (-) | 1 (2) | 6 (6) |
| Placements en maison d'éducation (91 ch. 2 CP) | 1 (-) | - (-) | - (-) | - (-) | - (-) | - (-) | 1 (-) |
| Substitution de mesure | - (-) | - (-) | - (-) | - (-) | - (-) | - (-) | - (-) |
| Renoncations à toute peine ou mesure | 2 (24) | 17 (7) | 3 (4) | 9 (4) | 1 (4) | 2 (7) | 34 (50) |
| Jugements libératoires | 5 (24) | 8 (2) | 4 (4) | 5 (-) | - (21) | 1 (10) | 23 (61) |
| INFRACTIONS | | | | | | | |
| CODE PENAL SUISSE | | | | | | | |
| Titre | | | | | | | |
| - Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle | 8 (11) | 10 (3) | 5 (8) | - (2) | 9 (6) | 18 (22) | 50 (52) |
| - Infractions contre le patrimoine | 60 (72) | 37 (11) | 30 (48) | 4 (6) | 12 (35) | 70 (73) | 213 (245) |
| - Infractions contre l'honneur et contre le domaine secret ou le domaine privé | 14 (3) | 5 (-) | 3 (1) | 1 (4) | 1 (1) | 11 (4) | 35 (13) |
| - Crimes ou délits contre la liberté | 12 (2) | 5 (2) | 6 (4) | - (-) | 1 (1) | 19 (10) | 43 (19) |
| - Infractions contre les mœurs | 3 (1) | 3 (2) | 1 (1) | - (-) | 3 (-) | 1 (3) | 11 (7) |
| - Crimes ou délits contre la famille | - (-) | - (-) | - (-) | - (-) | - (-) | - (-) | - (-) |
| - Crimes ou délits créant un danger collectif | 5 (1) | 1 (4) | - (-) | - (-) | 6 (-) | 12 (9) | 24 (14) |
| - Crimes ou délits contre les communications publiques | - (-) | - (-) | - (-) | - (-) | 3 (-) | 3 (-) | 6 (-) |
| - Faux dans les titres | - (-) | 2 (-) | - (-) | 1 (-) | - (1) | 3 (-) | 6 (1) |

| Autorités tutélaires pénales (suite) | Neuchâtel | Boudry | Val-de-Travers | Val-de-Ruz | Le Locle | La Chaux-de-Fonds | Total |
|---|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| Titre (suite) | | | | | | | |
| - Crimes ou délits contre la paix publique | - (4) | - (-) | - (-) | - (-) | - (-) | 1 (3) | 1 (7) |
| - Infractions contre l'autorité publique | - (2) | 3 (-) | - (-) | - (-) | - (-) | 2 (3) | 5 (5) |
| - Crimes ou délits contre l'administration de la justice | 1 (-) | 1 (3) | - (-) | - (-) | - (-) | 2 (-) | 4 (3) |
| - Contraventions à des dispositions de droit fédéral | - (1) | - (-) | - (-) | - (-) | - (-) | - (1) | - (2) |
| LF SUR LES STUPEFIANTS | 52 (50) | 32 (52) | 18 (19) | 10 (9) | 25 (15) | 59 (38) | 196 (183) |
| LCR | | | | | | | |
| - Vols d'usage | 5 (14) | 3 (1) | 1 (2) | - (3) | 2 (1) | 6 (1) | 17 (22) |
| - Autres infractions | 60 (79) | 55 (60) | 6 (16) | 12 (32) | 15 (13) | 28 (23) | 176 (223) |
| DIVERS | | | | | | | |
| - CP neuchâtelois | 4 (3) | - (-) | - (-) | 5 (5) | 1 (2) | 32 (20) | 42 (30) |
| - Lois cantonales diverses | 5 (2) | - (-) | 3 (-) | 1 (3) | 1 (-) | 4 (1) | 14 (6) |
| - Lois fédérales diverses | 135 (74) | 12 (17) | 25 (26) | 9 (3) | 7 (40) | 46 (47) | 234 (207) |
| - Règlements communaux divers | 5 (5) | - (-) | - (-) | - (-) | 1 (1) | 26 (9) | 32 (15) |
| Placements par l'AT civile | | | | | | | |
| - Mineurs ayant commis des infractions | - (-) | - (-) | 3 (-) | - (-) | - (-) | - (-) | 3 (-) |
| Autres mesures civiles à la suite d'infractions pénales (307 ss CC) | - (-) | - (-) | - (-) | - (-) | - (-) | - (-) | - (-) |
| Cas en suspens au 31 décembre | 42 (51) | 52 (42) | 12 (15) | 16 (13) | 3 (4) | 18 (17) | 143 (142) |

NB : Nous ne comptons qu'une seule infraction lorsque le mineur a commis plusieurs infractions du même genre. Ex : une infraction contre le patrimoine s'il y a vol, recel et dommages à la propriété.

3.3. Ministère public et juges d'instruction

Ministère public

| | Neuchâtel | Boudry | Val-de-Travers | Val-de-Ruz | Le Locle | La Chaux-de-Fonds | Total |
|--|-----------|--------|----------------|------------|----------|-------------------|--------|
| Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier | 253 | 62 | 34 | 31 | 54 | 157 | 591 |
| Affaires reçues dans l'année ¹ | 2.468 | 853 | 458 | 248 | 563 | 1.396 | 5.986 |
| Dénonc. polices pour ordonnances pénales | | | | | | | 14.578 |
| Affaires liquidées ² | | | | | | | |
| par ordonnances pénales ³ | | | | | | | 16.115 |
| par renvois : | | | | | | | |
| - aux tribunaux de police | 878 | 330 | 127 | 98 | 163 | 491 | 2.087 |
| (dont sur opposition à une ordonn. pénale) | (214) | (91) | (34) | (33) | (41) | (116) | (529) |
| - aux tribunaux correctionnels | 58 | 9 | 7 | 11 | 5 | 47 | 137 |
| - à la Cour d'assises | 4 | - | - | - | 2 | 8 | 14 |
| - au Tribunal pénal économique | - | - | - | - | - | - | - |
| - à l'autorité tutélaire | 340 | 133 | 74 | 11 | 69 | 167 | 794 |
| par dessaisissement en faveur d'autorités d'autres cantons ou pays | 106 | 18 | 66 | 7 | 79 | 61 | 337 |
| par dessaisissement en faveur des autorités militaires | - | - | - | - | - | - | - |
| par non-lieu ou classement | 509 | 268 | 108 | 55 | 108 | 325 | 1.373 |
| Affaires suspendues durant l'exercice | 138 | 50 | 31 | 15 | 17 | 69 | 320 |
| Affaires pendantes au 31 décembre | 315 | 113 | 44 | 27 | 72 | 183 | 754 |

¹ plaintes, rapports, dénonciations enregistrées et enquêtes spontanées

² les chiffres du tableau ne comprennent pas les décisions suivantes du Ministère public : ouvertures d'instructions (486 en 2002) et réquisitions à la police cantonale (1696 en 2002)

³ non compris le nombre des transactions passées par les polices (772 en 2002)

Juges d'instruction

| | JJ Neuchâtel | JJ Chaux-de-Fds | JJ économique | Total |
|---|--------------|-----------------|---------------|-------|
| Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier | 119* | 97 | 38* | 254* |
| Affaires reçues dans l'année | 258 | 207 | 21 | 486 |
| Affaires liquidées dans l'année : | | | | |
| - par clôture, suspension, classement, etc. | 162 | 164 | 20 | 346 |
| - par dessaisissement en faveur des autorités d'un autre canton ou pays | 10 | 4 | - | 14 |
| Affaires pendantes au 31 décembre | 205 | 136 | 39 | 380 |
| Commissions rogatoires reçues et exécutées | 63 | 70 | - | 133 |

* La différence entre le nombre d'affaires pendantes au 1^{er} janvier 2002 et le nombre d'affaires pendantes au 31 décembre 2001 est due à des erreurs d'enregistrement corrigées durant l'année.

Statistique des condamnations

| | Ministère public | Neuchâtel | Boudry | Val-de-Travers | Val-de-Ruz | Le Locle | La Chaux-de-Fonds | Total |
|---|------------------|------------|------------|----------------|------------|------------|-------------------|--------------|
| Avec sursis ou avec radiation conditionnelle de l'inscription de l'amende au casier judiciaire (art. 41 et 49 CP) | 1.201 | 263 | 83 | 43 | 39 | 42 | 148 | 1.819 |
| Sans sursis, y compris amendes inscrites sans radiation conditionnelle au casier judiciaire | 382 | 234 | 63 | 27 | 48 | 74 | 189 | 1.017 |
| Total | 1.583 | 497 | 146 | 70 | 87 | 116 | 337 | 2.836 |

Statistique des accidents de la circulation

| | Neuchâtel | Boudry | Val-de-Travers | Val-de-Ruz | Le Locle | La Chaux-de-Fonds | Total |
|--|-----------|--------|----------------|------------|----------|-------------------|-------|
| Accidents | 671 | 334 | 82 | 176 | 112 | 319 | 1.694 |
| Affaires suspendues | 20 | 9 | 1 | 5 | 8 | 8 | 51 |
| Renvois directs au tribunal de police | 87 | 61 | 11 | 24 | 25 | 60 | 268 |
| Complètement liquidés par OP | 543 | 246 | 68 | 136 | 81 | 251 | 1.325 |
| Partiellement OP et tribunal de police | 2 | 2 | 1 | - | 2 | 1 | 8 |
| OP avec opposition | 17 | 17 | - | 8 | 2 | 11 | 55 |
| En cours | 10 | 5 | 1 | 5 | 1 | 7 | 29 |
| Renvoi AT | 2 | 4 | 1 | 1 | 3 | 1 | 12 |
| Dessaisissement autorités militaires | - | - | - | - | - | - | - |

3.4. Autorités régionales de conciliation

| | Cas pendants au 31.12.2001 | Nouveaux cas | Total à traiter | Cas traités en audience / 100% | | | | | | Total des cas traités en audience | Autres (divers) | Total des cas liquidés | Cas pendants au 31.12.2002 |
|---|----------------------------|--------------|-----------------|--------------------------------|--------|------------------|--------|------------------|-------|-----------------------------------|------------------|------------------------|----------------------------|
| | | | | Conciliations | | Pas d'entente | | Décisions | | | | | |
| | | | | Chiffres absolus | En % | Chiffres absolus | En % | Chiffres absolus | En % | Chiffres absolus | Chiffres absolus | | |
| Autorité régionale de conciliation de Neuchâtel | 433 | 1.133 | 1.566 | 642 | 84.47% | 98 | 12.89% | 20 | 2.63% | 760 | 157 | 917 | 649 |
| Autorité régionale de conciliation de La Chaux-de-Fonds | 163 | 528 | 691 | 309 | 90.35% | 21 | 6.14% | 12 | 3.51% | 342 | 149 | 491 | 200 |
| Total Canton | 596 | 1.661 | 2.257 | 951 | 86.30% | 119 | 10.80% | 32 | 2.90% | 1.102 | 306 | 1.408 | 849 |

| | Conciliations portant sur | | | | | | Pas d'entente sur | | | |
|---|---------------------------|-----------------|-----------------|---------------|------------------------------|-----------------------|-------------------|-----------------|-----------------|---------------|
| | Loyer initial | Hausse de loyer | Baisse de loyer | Autres motifs | Protection contre les congés | Consignation du loyer | Loyer initial | Hausse de loyer | Baisse de loyer | Autres motifs |
| Autorité régionale de conciliation de Neuchâtel | 10 | 111 | 33 | 311 | 125 | 52 | 4 | 18 | 10 | 66 |
| Autorité régionale de conciliation de La Chaux-de-Fonds | - | 78 | 5 | 147 | 46 | 33 | 1 | 1 | - | 19 |
| Total Canton | 10 | 189 | 38 | 458 | 171 | 85 | 5 | 19 | 10 | 85 |

| | Décisions portant sur | | Divers | | |
|---|------------------------------|-----------------------|----------------------------------|----------------------|--------|
| | Protection contre les congés | Consignation du loyer | Pas d'entrée en matière, retrait | Au tribunal arbitral | Autres |
| Autorité régionale de conciliation de Neuchâtel | 7 | 13 | 150 | - | 7 |
| Autorité régionale de conciliation de La Chaux-de-Fonds | 7 | 5 | 147 | - | 2 |
| Total Canton | 14 | 18 | 297 | - | 9 |

3.5. Tribunal fiscal

| | | | | |
|--------------------------------------|----|------|----|-------|
| recours pendants au 31 décembre 2001 | | | 45 | (-) |
| recours enregistrés en 2002 | | | 36 | (170) |
| - taxation d'office | - | (74) | | |
| - taxation intermédiaire | 8 | (16) | | |
| - déductions | 13 | (19) | | |
| - bénéfice de l'entreprise | - | (7) | | |
| - estimation cadastrale | 2 | (23) | | |
| - impôt sur les gains immobiliers | 1 | (5) | | |
| - double imposition | 1 | (6) | | |
| - autres | 11 | (20) | | |
| recours liquidés | | | 41 | (125) |
| - admis | 17 | (30) | | |
| - mal fondés | 10 | (31) | | |
| - irrecevables | 1 | (2) | | |
| - retirés / classés | 13 | (62) | | |
| recours pendants au 31 décembre 2002 | | | 40 | (45) |

4. EVOLUTION DE QUELQUES DONNEES STATISTIQUES DE DIFFERENTES AUTORITES JUDICIAIRES

Voici l'évolution de quelques données statistiques intéressant l'activité des différentes instances judiciaires.

4.1. Tribunal cantonal

Ensemble des dossiers enregistrés à compter de l'année 1998 :

| <u>Année</u> | <u>1998</u> | <u>1999</u> | <u>2000</u> | <u>2001</u> | <u>2002</u> |
|---------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Sur recours | 1.078 | 1.044 | 974 | 961 | 952 |
| 1 ^{ère} instance | 367 | 329 | 398 | 357 | 326 |
| Total | 1.445 | 1.373 | 1.372 | 1.318 | 1.278 |

Emoluments encaissés :

| <u>Année</u> | <u>1998</u> | <u>1999</u> | <u>2000</u> | <u>2001</u> | <u>2002</u> |
|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|
| | Fr. 522.139.30 | Fr. 337.490.20 | Fr. 375.459.90 | Fr. 346.332.25 | Fr. 386.741.- |

4.2. Tribunaux de district

Actions en divorce et en séparation de corps enregistrées :

| <u>Année</u> | <u>1998</u> | <u>1999</u> | <u>2000</u> | <u>2001</u> | <u>2002</u> |
|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | 591 | 676 | 602 | 547 | 562 |

Autres actions enregistrées (procédure écrite et procédure orale) :

| <u>Année</u> | <u>1998</u> | <u>1999</u> | <u>2000</u> | <u>2001</u> | <u>2002</u> |
|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | 487 | 451 | 501 | 417 | 503 |

Autorités tutélaires :

| <u>Année</u> | <u>1998</u> | <u>1999</u> | <u>2000</u> | <u>2001</u> | <u>2002</u> |
|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Tutelles | 1.066 | 1.059 | 1.074 | 1.119 | 1.130 |
| Curatelles | 1.209 | 1.306 | 1.474 | 1.534 | 1.494 |
| Total | 2.275 | 2.365 | 2.548 | 2.653 | 2.624 |

Cas pénaux jugés par les autorités tutélaires elles-mêmes et par les présidents seuls :

| <u>Année</u> | <u>1998</u> | <u>1999</u> | <u>2000</u> | <u>2001</u> | <u>2002</u> |
|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | 595 | 684 | 755 | 783 | 833 |

Emoluments encaissés :

| <u>Année</u> | <u>1998</u> | <u>1999</u> | <u>2000</u> | <u>2001</u> | <u>2002</u> |
|--------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| | Fr. 1.222.901.- | Fr. 1.328.970.- | Fr. 1.112.110.- | Fr. 1.286.300.- | Fr. 1.434.713.- |

4.3. Parquet et juge d'instruction

Mandats de répression ou ordonnances pénales décernés par le procureur général :

| <u>Année</u> | <u>1998</u> | <u>1999</u> | <u>2000</u> | <u>2001</u> | <u>2002</u> |
|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | 13.289 | 12.790 | 15.169 | 16.946 | 16.115 |

Ensemble des affaires pénales renvoyées devant les tribunaux, aux autorités tutélaires, militaires, pour jugements par d'autres cantons :

| <u>Année</u> | <u>1998</u> | <u>1999</u> | <u>2000</u> | <u>2001</u> | <u>2002</u> |
|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | 2.818 | 2.443 | 2.928 | 3.304 | 3.369 |

Affaires déferées aux juges d'instruction pour enquête :

| <u>Année</u> | <u>1998</u> | <u>1999</u> | <u>2000</u> | <u>2001</u> | <u>2002</u> |
|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | 459 | 354 | 387 | 312 | 486 |

TABLE DES MATIERES

| | | |
|-----------|--|-----------|
| 1. | CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES..... | 1 |
| 1.1. | Introduction..... | 1 |
| 1.2. | Magistrature judiciaire..... | 2 |
| 1.3. | Modifications législatives..... | 2 |
| 1.4. | Consultations..... | 2 |
| 1.5. | Commission de la magistrature et conférence judiciaire..... | 2 |
| 1.6. | Rencontre avec les autorités exécutive et législative..... | 4 |
| 1.7. | Informatique..... | 4 |
| 1.8. | Activité des autorités judiciaires..... | 5 |
| 1.9. | Personnel..... | 6 |
| 1.9.1. | Tribunal cantonal..... | 6 |
| 1.9.2. | Tribunaux de district..... | 6 |
| 1.9.2.1. | Neuchâtel..... | 6 |
| 1.9.3. | Ministère public..... | 6 |
| 1.9.4. | Juges d'instruction de La Chaux-de-Fonds..... | 6 |
| 1.9.5. | Autorités régionales de conciliation..... | 6 |
| 2. | RAPPORTS PARTICULIERS..... | 6 |
| 2.1. | Tribunal administratif..... | 6 |
| 2.2. | Ministère public..... | 7 |
| 2.2.1. | Introduction..... | 7 |
| 2.2.2. | Police judiciaire..... | 8 |
| 2.2.3. | Transactions..... | 8 |
| 2.2.4. | Dessaisissements en faveurs des autorités d'autres cantons ou pays..... | 8 |
| 2.2.5. | Décisions de classement et de non-lieu..... | 9 |
| 2.2.6. | Instructions..... | 9 |
| 2.2.7. | Renvois devant les juridictions de jugement..... | 9 |
| 2.2.8. | Ordonnances pénales..... | 10 |
| 2.2.9. | Procédures de recours et autres procédures..... | 10 |
| 2.2.10. | Autres activités..... | 11 |
| 2.3. | Autorités régionales de conciliation..... | 12 |
| 2.3.1. | Remarques préliminaires..... | 12 |
| 2.3.2. | Activités des Autorités régionales de conciliation de Neuchâtel et de La Chaux-de-Fonds..... | 12 |
| 2.3.3. | Données statistiques..... | 13 |
| 2.4. | Tribunal fiscal..... | 13 |
| 2.5. | Autorité tutélaire du district de La Chaux-de-Fonds..... | 14 |
| 2.6. | Commission de libération..... | 14 |
| 2.6.1. | Composition de la commission..... | 14 |
| 2.6.2. | Fonctionnement..... | 15 |
| 2.6.3. | Éléments statistiques..... | 15 |
| 2.6.4. | Activité de la Commission de libération..... | 15 |
| 3. | STATISTIQUES POUR 2002..... | 16 |
| 3.1. | Tribunal cantonal..... | 16 |
| 3.2. | Tribunaux de district..... | 23 |
| 3.2.1. | Affaires civiles..... | 23 |
| 3.2.2. | Affaires pénales..... | 34 |
| 3.3. | Ministère public et juges d'instruction..... | 41 |
| 3.4. | Autorités régionales de conciliation..... | 44 |
| 3.5. | Tribunal fiscal..... | 45 |
| 4. | EVOLUTION DE QUELQUES DONNEES STATISTIQUES DE DIFFERENTES AUTORITES JUDICIAIRES..... | 46 |
| 4.1. | Tribunal cantonal..... | 46 |
| 4.2. | Tribunaux de district..... | 46 |
| 4.3. | Parquet et juge d'instruction..... | 47 |